Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 4 mars 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°847 ■

MARCHÉS EN ASIE

Le pétrole se stabilise, les Bourses de Tokyo et Séoul reculent

P 10

SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La stratégie nationale 2025-2029 dévoilée

L'Agence de la Sécurité des Systèmes d'Information du ministère de la Défense nationale a publié, hier, la première édition de la Stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information 2025-2029, un document structurant approuvé par le président de la République, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune. Cette stratégie constitue désormais le référentiel officiel en matière de cybersécurité pour les quatre prochaines années. P 3

NAISSANCE D'UN CAPITAL-RISQUE UNIVERSITAIRE

Vers une nouvelle architecture du financement

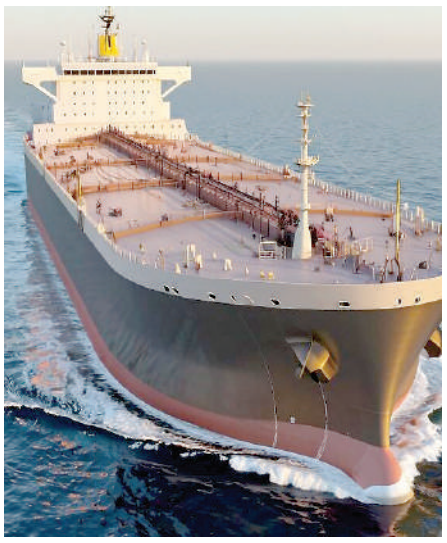
Avec l'agrément accordé par la COSOB à sa société de capital-risque, l'Université d'Alger 3 inaugure une nouvelle étape dans la transformation de l'enseignement supérieur. Ce tournant stratégique consacre l'émergence d'une université investisseuse, appelée non seulement à former et à diplômer, mais aussi à financer l'innovation et à créer de la valeur économique.

P 2

CONTRIBUTION
EN EXCLUSIVITÉ

Quelques tendances du marché de l'énergie face à la crise du Golfe persique

Par Abdelmadjid Attar



La guerre américano-israélo-iranienne, qui pourrait peut etre s'appeler bientôt « Guerre du Golfe 2026 », aura des impacts considérables, non seulement au plan énergétique mais aussi au plan géopolitique. Ces impacts vont reconfigurer leséchanges commerciaux et de manière générale toute l'économie mondiale dans les années à venir.

P 5

BOURSE INTERNATIONALE DU TOURISME 2026

L'Algérie met en avant ses atouts touristiques à Berlin P 3

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or grimpe à 5363 dollars l'once P 4

GHARDAÏA

Trente-six guides touristiques obtiennent une certification professionnelle P 6

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre Zerrouki participe au Congrès mondial de la téléphonie mobile à Barcelone

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a participé, à Barcelone (Espagne), au Congrès mondial de la téléphonie mobile, le plus grand événement international dédié à l'industrie des télécommunications et des technologies numériques, indique mardi un communiqué du ministère.
La participation de la délégation algérienne, comptant des représentants d'entreprises nationales opérant dans le secteur des télécommunications et de start-up spécialisées dans les applications de messagerie, s'inscrit dans le cadre de "l'engagement de l'Etat à renforcer sa présence dans l'espace technologique et numérique international et à développer des partenariats stratégiques à même de soutenir les transformations et les développements technologiques et d'élargir les opportunités d'investissement et d'innovation dans le secteur des télécommunications", précise le texte.
A cette occasion, M. Zerrouki a participé à la réunion ministérielle consacrée au thème "Défis des spectres de fréquences et renouvellement des licences pour un investissement durable", où il a indiqué que "la politique du spectre représente une décision souveraine, économique et stratégique", soulignant que "l'objectif de la tarification du spectre ne devrait pas se limiter à la maximisation des recettes des enchères, mais viser essentiellement le renforcement de la communication numérique et la stimulation de la croissance économique".
Le ministre a expliqué que "les taxes élevées sur le spectre sont susceptibles de retarder les investissements dans les infrastructures numériques, notamment en ce qui concerne le déploiement des réseaux 5G et 6G", plaidant pour des "approches équilibrées à même d'encourager les investissements à long terme dans le secteur".

APS

NAISSANCE D'UN CAPITAL-RISQUE UNIVERSITAIRE

Vers une nouvelle architecture du financement

Avec l'agrément accordé par la COSOB à sa société de capital-risque, l'Université d'Alger 3 inaugure une nouvelle étape dans la transformation de l'enseignement supérieur. Ce tournant stratégique consacre l'émergence d'une université investisseuse, appelée non seulement à former et à diplômer, mais aussi à financer l'innovation et à créer de la valeur économique.

Par Selma R.

Dotée d'un capital initial de 188,8 millions de dinars, la Société d'investissement financier de l'Université Alger 3 est également appelée à jouer le rôle de « fonds de fonds », en coordonnant et en supervisant d'autres fonds universitaires appelés à voir le jour. Il s'agit d'une première nationale qui s'inscrit dans la dynamique impulsée par les pouvoirs publics en faveur d'une économie fondée sur la connaissance.
Invitée de la « Chaîne III » de la Radio algérienne, la professeure Taleb Chahinez Soumia, coordinatrice nationale du centre de développement de l'entrepreneuriat, a mis en avant la portée symbolique et stratégique de cette création. Selon elle, cette société « consacre la vision stratégique du président de la République en faveur de la réforme de l'université pour le renforcement de son rôle économique en tant qu'acteur productif contribuant au développement et à la création de l'emploi et de la richesse ».
Elle a souligné qu'il s'agit également « d'une initiative qui s'inscrit dans la stratégie du ministère visant à renforcer l'articulation entre la formation, la recherche scientifique et le développement économique ». Concrètement, la SICAR universitaire vient « en aide aux étudiants porteurs de projets, qu'il s'agisse de la création d'une entreprise classique ou d'une start-up dans le cas d'une innovation ». Pour la professeure Taleb, le changement est profond : « Nous sommes dans la vision d'une université entrepreneuriale », a-t-elle expliqué, rappelant qu'avec la loi 12-75, le projet de fin d'études peut désormais évoluer vers un véritable projet de création d'entreprise, soutenu par des incubateurs et des dispositifs d'accompagnement intégrés aux universités. Chaque établissement dispose d'ailleurs d'une commission de sélection associant vice-recteurs et partenaires socio-économiques afin d'identifier les projets à fort potentiel.
De son côté, le président de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, Ahmed Mir, considère ce fonds comme une réponse concrète à une faiblesse structurelle de l'écosystème entrepreneurial. « La fracture existante entre le nombre important de projets innovants portés par les étudiants et la rareté des investisseurs en capital-risque », a-t-il déclaré sur le plateau de la télévision algérienne. À ses yeux, la création de ce mécanisme constitue « une étape charnière dans le processus de réforme universitaire », car elle permet d'intégrer pleinement l'université dans la dynamique économique nationale.
L'objectif est de transformer les travaux de recherche et les projets étudiants en entreprises innovantes, en brevets valorisés et en start-up capables de s'imposer sur le marché.
Ahmed Mir rappelle que, si l'expérience est inédite en Algérie, elle s'inspire de modèles internationaux où les grandes universités disposent de fonds d'investissement puissants. Il annonce que l'initiative d'Alger 3 a vocation à s'étendre à l'ensemble du secteur, avec l'implication des 119 établissements universitaires et de plus de 40 centres de recherche dans la mise en place de fonds thématiques coordonnés par la société agréée. Les projections avancées témoignent de cette ambition : la capacité globale de financement pourrait atteindre, à l'horizon 2026, l'équivalent de 1 000 milliards de centimes, avec pour objectif de soutenir plus de 300 start-up universitaires et près de 2 000 micro-entreprises étudiantes en phase d'expansion. À moyen terme, le volume d'investissement pourrait dépasser un milliard de dollars.
Le recteur de l'Université d'Alger 3, Khaled Rouaski, insiste pour sa part sur la nature économique rigoureuse du dispositif. « Il s'agit d'une société commerciale soumise à la logique du profit et de la perte », a-t-il précisé au micro de la télévision algérienne. Les projets financés feront l'objet d'analyses techniques, financières et de risques approfondis, et les critères d'éligibilité varieront selon qu'il s'agisse d'une idée labellisée, d'une start-up déjà immatriculée ou d'une entreprise en phase de croissance. Il rappelle également que les ressources mobilisées proviennent des activités propres de l'université et non de la seule dotation budgétaire de l'État, ce qui implique une exigence de rentabilité et de pérennité.
Khaled Rouaski met en avant les premiers résultats de cette orientation économique. Le tissu universitaire compte déjà plus de 2 000 micro-entreprises étudiantes et environ 300 start-up, générant plusieurs milliers d'emplois directs. Selon ses estimations, l'ensemble des structures créées dans le giron universitaire représente des centaines de milliards de dinars de chiffre d'affaires cumulé et plus de 15 000 emplois directs. À terme, si la dynamique se confirme, le secteur de l'enseignement supérieur pourrait devenir l'un des principaux créateurs de richesse du pays. « Nous disposons de toutes les capacités humaines et matérielles pour atteindre cet objectif », a-t-il assuré, évoquant un horizon de cinq à quinze ans pour voir émerger un véritable pôle universitaire d'investissement et d'innovation.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FAMILLES PRODUCTIVES AU TITRE DE 2026

Poursuite des inscriptions

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a fait part de la poursuite des inscriptions pour bénéficier du programme "Famille productive" au titre de l'année 2026, lancées à la mi-février dernier, en vue de soutenir les familles à faible revenu.
Dans ce cadre, le directeur de la protection et de la promotion de la famille au ministère de la Solidarité nationale, Mohamed Meddall a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que le ministère avait lancé, le 15 février dernier, les inscriptions au programme "Famille productive" au titre de l'année 2026, visant à "assurer l'autonomisation économique des familles, à travers leur accompagnement dans la création de petits projets générateurs de revenus, en adéquation avec leurs compétences et capacités".
Il a expliqué que les inscriptions sont ouvertes aux familles et aux femmes souhaitant bénéficier de ce programme, dont peuvent profiter le chef ou la cheffe de famille, ainsi que la femme prenant en charge ses parents ou ses frères, conformément aux dispositions du décret exécutif n 25-236 fixant les conditions et les modalités de bénéfice du programme "Famille productive".
Les inscriptions s'effectuent via une plateforme numérique dédiée à cet effet ou en se rapprochant des directions de l'action sociale (DAS) relevant du secteur de la solidarité nationale, a précisé M. Meddall, ajoutant que le soutien aux familles productives consiste en la fourniture d'équipements et de matériels utilisés pour la création de projets couvrant plusieurs domaines, à l'instar de l'art culinaire et la pâtisserie, la production de différents types de pâtes, la couture et la broderie, les activités artisanales (poterie, céramique, bijouterie), ainsi que d'autres activités telles que l'apiculture et l'extraction d'huiles naturelles. Ce programme prévoit également d'autres mesures d'accompagnement, notamment l'organisation de sessions de formation sur les techniques de création de projets, outre l'octroi de facilités aux familles productives pour la commercialisation de leurs produits. A cet effet, les DAS ont organisé plusieurs campagnes de sensibilisation pour assurer une large promotion de cette opération, à travers l'organisation de journées d'information et de sorties de terrain visant à faire connaître les avantages du programme et les conditions pour en bénéficier.
Ces directions veillent également à aider les familles à préparer leurs dossiers et à les orienter vers des projets adaptés à leurs compétences, outre l'accompagnement des candidats à l'inscription via la plateforme numérique dédiée à l'opération, a ajouté M. Meddall.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La stratégie nationale 2025-2029 dévoilée

L'Agence de la Sécurité des Systèmes d'Information du ministère de la Défense nationale a publié, hier, la première édition de la Stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information 2025-2029, un document structurant approuvé par le président de la République, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune. Cette stratégie constitue désormais le référentiel officiel en matière de cybersécurité pour les quatre prochaines années.

Par Selma R.

À l'heure où la transformation digitale s'impose comme un moteur de modernisation de l'État et de diversification économique, l'Algérie entame une nouvelle phase de structuration de son cyberespace. La Stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information 2025-2029 établit un cadre global destiné à protéger les infrastructures numériques, à sécuriser les données sensibles et à renforcer la résilience nationale face à des menaces en constante évolution. La digitalisation des services publics, la généralisation des plateformes électroniques, l'interconnexion des administrations et le développement des systèmes industriels connectés exposent en effet le pays à des risques cybernétiques de plus en plus complexes. Les attaques par rançongiciel, les tentatives d'espionnage, les perturbations de services essentiels ou encore les atteintes aux bases de données stratégiques constituent désormais des scénarios crédibles. Dans ce contexte, la cybersécurité dépasse le simple cadre technique pour devenir un enjeu majeur de sécurité nationale et de souveraineté.

La stratégie 2025-2029 repose sur une vision structurante : bâtir une cyber-résilience nationale. Il s'agit de mettre en place un dispositif capable non seulement de prévenir et de détecter les attaques, mais aussi d'y répondre efficacement et d'assurer la continuité des activités critiques en cas d'incident majeur. L'objectif est clair : garantir le fonctionnement ininterrompu des services essentiels de l'État et de l'économie, même dans un environnement numérique hostile.

Les principaux axes

Le premier axe de la stratégie porte sur la protection des infrastructures critiques. Les secteurs de l'énergie, des télécommunications, des finances, de la santé, des transports, de l'eau et des administrations stratégiques font l'objet d'une attention particulière. Il est question d'identifier les systèmes sensibles, d'évaluer les vulnérabilités, d'imposer des normes de sécurité renforcées et de déployer des dispositifs permanents de surveillance. La sécurisation des centres de données, la segmentation des réseaux et la gestion rigoureuse des accès figurent parmi les mesures techniques retenues. Le deuxième axe concerne le renforcement du cadre juridique et organisationnel. La stratégie prévoit l'actualisation des textes réglementaires, la clarification des responsabilités institutionnelles et l'amélioration des mécanismes de coordination entre les différents acteurs publics. L'enjeu consiste à instaurer une gouvernance cohérente de la cybersécurité, fondée sur des standards harmonisés et des obligations claires en matière de conformité et d'audit. Le troisième volet accorde une place centrale au développement des compétences. La cybersécurité repose avant tout sur le capital humain. La stratégie encourage la formation spécialisée, la création de filières académiques dédiées, le soutien à la recherche scientifique et l'émergence d'un écosystème d'innovation dans le domaine de la sécurité numérique. Parallèlement, la sensibilisation des agents publics, des entreprises et des citoyens demeure essentielle afin de réduire les vulnérabilités liées aux comportements à risque. Le quatrième axe met, en outre, l'accent sur la coopération et le partage d'information. Au niveau national, la stratégie prévoit le renforcement des mécanismes d'échange d'alertes entre institutions ainsi qu'une collaboration étroite entre le secteur public et le secteur privé, notamment pour la protection des opérateurs d'importance vitale. À l'international, la participation aux cadres de coopération régionaux et multilatéraux est envisagée comme un levier déterminant pour anticiper les menaces transfrontalières et bénéficier d'expertises partagées.Au-delà de ces axes, la stratégie s'inscrit dans une logique d'accompagnement de la transformation numérique du pays. Elle ne vise pas à freiner l'innovation, mais à l'encadrer et à la sécuriser. La protection des systèmes d'information devient ainsi une condition préalable au développement du commerce électronique, des services numériques, de l'administration en ligne et de l'économie de la donnée. La période 2025-2029 apparaît dès lors comme une phase charnière, marquée par la volonté de passer d'une approche fragmentée de la cybersécurité à une architecture nationale intégrée, capable d'anticiper les risques et de protéger durablement les intérêts stratégiques du pays. En érigeant la sécurité des systèmes d'information en priorité nationale, l'Algérie entend consolider son indépendance numérique et inscrire sa transformation digitale dans un cadre maîtrisé, résilient et souverain.

BOURSE INTERNATIONALE DU TOURISME 2026

L'Algérie met en avant ses atouts touristiques à Berlin

Par Z R.

Le secteur du tourisme et de l'artisanat participe, à partir d'hier, à la 60e édition de la Bourse internationale du tourisme, organisée à Berlin, en Allemagne. Cet événement mondial constitue une vitrine stratégique pour la promotion de la destination Algérie, a indiqué un communiqué de l'Office national du tourisme (ONT).

Cette participation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action de l'ONT pour l'année 2026 et du renforcement des efforts de promotion du produit touristique algérien sur les marchés internationaux. La 60e édition de la Bourse internationale du tourisme de Berlin se tient du 3 au 5 mars dans la capitale allemande et réunit les principaux acteurs mondiaux du secteur du voyage et du tourisme.

Considérée comme la plateforme mondiale de référence de l'industrie touristique, la Bourse internationale du tourisme de Berlin rassemble chaque année les professionnels du secteur au sein d'un espace dédié aux échanges commerciaux, au développement des partenariats et à l'exploration des nouvelles tendances du marché. L'événement constitue également une plateforme B2B de premier plan, permettant de suivre les évolutions des marchés touristiques mondiaux.

Selon les organisateurs, plus de 100.000 visiteurs professionnels sont attendus à cette édition, qui enregistre la participation de plus de 5.800 exposants représentant plus de 190 pays.

À cette occasion, l'ONT entend mettre en avant la richesse et la diversité du produit touristique algérien, alliant désert, plages, villes historiques et patrimoine culturel. Des atouts qui positionnent l'Algérie comme une destination prometteuse pour le touriste allemand, en quête d'expériences authentiques et de découvertes culturelles. La participation de l'Algérie permet également de valoriser les potentialités touristiques nationales à travers un stand conçu selon une vision architecturale reflétant l'authenticité culturelle et historique du pays, tout en mettant l'accent sur la dimension saharienne comme élément attractif et distinctif.

Le stand algérien est doté de moyens techniques et de communication modernes, favorisant l'organisation de rencontres professionnelles et d'actions promotionnelles ciblées.

Des supports promotionnels variés, tels que des dépliants et des brochures, sont mis à la disposition des visiteurs. Des visites virtuelles en 3D de sites touristiques algériens emblématiques sont également proposées afin d'enrichir l'expérience des professionnels et de susciter leur intérêt pour la destination Algérie.

Par ailleurs, des échantillons de produits artisanaux, notamment des tapis et des bijoux traditionnels, sont exposés au niveau du stand algérien, offrant aux visiteurs l'opportunité d'apprécier la richesse et l'authenticité du patrimoine culturel national.

LE SECTEUR MINIER

Un pilier de la souveraineté nationale

Par Réda H/Agence

Des experts et universitaires ont souligné, lundi à Alger, l'importance stratégique du secteur minier dans le développement économique national, mettant en avant son rôle dans la consolidation de la souveraineté nationale et la diversification de l'économie.

Ils intervenaient lors d'un séminaire organisé par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), sous le thème : "Du plan de libération nationale à l'autonomisation et au développement : stratégie de mobilisation globale et nationalisation des mines comme pierre angulaire du parcours national (1926-2026)", en présence de chercheurs, d'historiens, de cadres de l'Etat et de professionnels du secteur.

Dans son allocution d'ouverture, le directeur général de l'INESG, Abdelaziz Medjahed, a indiqué que cette rencontre coïncide avec le centenaire de la création de l'Etoile nord-africaine (ENA), le 2 mars 1926, dont le programme politique revendiquait la récupération des richesses nationales, notamment minières.

Il a rappelé que les mines ont été nationalisées le 6 mai 1966, estimant que cette décision a consacré la souveraineté de l'Algérie sur ses ressources naturelles. Il a également souligné que, durant la période coloniale, le secteur minier algérien contribuait principalement aux besoins de l'industrie française.

Pour sa part, l'enseignant et historien à l'Ecole normale supérieure de Bouzaréah, Saïdi Meziane, a relevé que le programme de l'ENA accordait une place centrale à la question de la souveraineté nationale sur les richesses du pays et à l'intégrité territoriale, considérant que ces principes ont constitué l'un des fondements du mouvement national.

Dans une rétrospective du secteur, il a indiqué que l'exploitation minière en Algérie a débuté à grande échelle à partir de 1871, avec l'exportation vers la France de ressources telles que les phosphates, le fer, le plomb, le zinc, le charbon et le marbre.

De son côté, l'expert du secteur des mines, Rachid Tridi, a affirmé que l'ENA revendiquait la restitution à l'Etat algérien des mines et d'autres secteurs stratégiques. Il a estimé que la nationalisation des mines a permis à l'Algérie de disposer pleinement de ses ressources naturelles.

L'expert en économie industrielle, Réda Amrani, a mis en avant le potentiel minier national, considérant qu'il demeure insuffisamment exploré. Il a plaidé pour un renforcement de la coordination entre la Société nationale de recherche et d'exploitation minières (SONAREM) et Sonatrach, afin d'optimiser l'exploitation des données disponibles sur les gisements.

Pour sa part, l'expert en géologie, Messaoud Houfani, a évoqué les projets structurants lancés ces dernières années dans le secteur, citant notamment la mine de fer de Gara Djebilet, le projet intégré de phosphate de Bled El Hadba et la mine de zinc et de plomb de Tala Hamza. Selon lui, ces projets devraient contribuer au développement des activités minières et sidérurgiques et renforcer la place de l'Algérie sur les marchés extérieurs.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or grimpe à 5363 dollars l'once

Les prix de l'or ont grimpé pour une cinquième séance consécutive mardi, les investisseurs se tournant vers les actifs refuges dans un marché marqué par la montée des tensions géopolitiques. L'or au comptant a progressé de 0,7 % à 5362,90 dollars l'once la matinée. Lors de la session précédente, les lingots ont atteint leur plus haut niveau depuis plus de quatre semaines impacté par la conjoncture géopolitique.
Les contrats à terme sur l'or américain pour la livraison en avril étaient en hausse de 1,2 % à 5376,50 dollars. Le dollar est resté proche d'un sommet atteint depuis plus de cinq semaines lundi, soutenu par une forte demande et un sentiment prudent du marché. Bien qu'un dollar plus ferme rende généralement les actifs libellés en dollars comme les lingots plus coûteux pour les détenteurs d'autres devises, cette relation inverse n'est pas absolue. En période d'incertitude accrue, les investisseurs achètent souvent à la fois le dollar et l'or comme actifs refuges, soulignent des analystes du marché aurifère. L'argent au comptant a grimpé de 0,2 % à 89,64 dollars l'once mardi, après avoir atteint un sommet de plus de quatre semaines lors de la session précédente. Le platine au comptant a augmenté de 0,3 % à 2297,05 dollars l'once, tandis que le palladium a gagné 1 % à 1784,81 dollars.

APS

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

Plusieurs dossiers examinés par le ministère de l'Energie et des EnR

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, a présidé, lundi à Alger, une réunion consacrée à l'examen de nombre de dossiers liés au programme national de rationalisation de la consommation d'énergie et d'amélioration de l'efficacité énergétique, indique un communiqué du ministère.
S'inscrivant dans le cadre du suivi de l'activité du secteur, cette réunion, tenue en présence de cadres du ministère, a permis d'évaluer l'état de mise en œuvre des mesures et dispositions liées à la rationalisation de la consommation d'énergie et à l'amélioration de l'efficacité énergétique, précise la même source. Lors de cette rencontre, le ministre a suivi des présentations détaillées sur les dossiers inscrits à l'ordre du jour, avant de donner ses orientations et instructions sur les questions examinées, conclut le communiqué.

PRIX DE L'INNOVATION SCOLAIRE

Réception des projets des élèves qualifiés pour la phase nationale du 8 au 19 mars en cours

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, lundi dans un communiqué, que la période allant du 8 au 19 mars en cours a été fixée pour la réception des projets des élèves qualifiés pour la phase nationale du Prix national de l'innovation scolaire.
Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions relatives à l'organisation du concours du Prix national de l'innovation scolaire, dans sa première édition placée sous le thème "L'innovation dans le domaine de la robotique", le ministère annonce le lancement de la phase nationale consacrée à l'évaluation des projets des élèves lauréats au niveau des wilayas, précise le communiqué.
Cette phase constitue "une étape charnière" dans le déroulement de ce concours national, qui a enregistré à travers les différentes wilayas du pays "une large interaction et une participation qualitative reflétant l'esprit d'initiative et la capacité d'innovation des élèves dans le domaine de la robotique, en tant que l'un des vecteurs essentiels des sciences et technologies modernes et un domaine prometteur pour le développement des compétences en pensée d'ingénierie et en innovation technologique en milieu scolaire", ajoute la même source.
Dans ce cadre, "la période du 8 au 19 mars 2026 a été fixée pour la réception des projets qualifiés à la phase nationale, en vue de leur présentation devant la commission nationale compétente, chargée de les étudier et de les évaluer conformément aux critères adoptés, en prévision de leur classement, de l'annonce des résultats définitifs et de la consécration des lauréats des premières places au niveau national".

R E.

HABITAT

Le ministre préside une réunion d'évaluation du plan d'action de l'ENPI

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a présidé, lundi à Alger, une réunion de travail consacrée à l'évaluation du plan d'action de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), et à l'examen des perspectives de développement de sa performance, a indiqué un communiqué du ministère.
Tenue en présence de cadres de l'ENPI, la réunion a permis d'évoquer le niveau d'exécution des programmes de logements, notamment ceux de la formule de logement promotionnel libre (LPL), outre la présentation d'une application numérique qui assure le suivi instantané des contrats réalisés relatifs au logement promotionnel public (LPP), précise la même source.
A cette occasion, le ministre a souligné que la performance des établissements sous tutelle se mesure sur la base de l'action sur le terrain, du respect des délais contractuels des projets, et de la garantie de la qualité des travaux de réalisation, ajoute la même source.
Ainsi, M. Belaribi a instruit d'intensifier le suivi sur le terrain et d'accélérer la cadence de la numérisation, afin d'améliorer la performance, conclut le communiqué.

APS

CLIMAT /ONU

Un épisode de réchauffement El Nino est "possible" cette année

Un épisode de réchauffement El Nino, un phénomène climatique naturel, est "possible" cette année, a indiqué mardi l'Organisation météorologique mondiale (OMM) de l'ONU, évoquant pour la période de mai à juillet une probabilité qui augmente jusqu'à atteindre environ 40%.
Selon le dernier bulletin trimestriel de l'OMM, le récent épisode La Nina de faible intensité devrait céder la place à des conditions neutres, puis, dans le courant de l'année, à un épisode de réchauffement El Nino.
D'après les prévisions des centres mondiaux de production de l'OMM, des conditions neutres - ne dénotant ni un épisode El Nino ni un épisode La Nina - sont attendues jusqu'en juillet.
Pour la période de mai à juillet, la probabilité de conditions neutres est ainsi de 60%, "tandis que celle d'un épisode El Nino augmente régulièrement jusqu'à atteindre environ 40%", indique l'OMM.
L'incertitude des prévisions à plus longue échéance augmente, ajoute l'Organisation.
En janvier, l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) avait estimé qu'il y a 50 à 60% de chances qu'El Nino se développe entre juillet et septembre. "La communauté de l'OMM surveillera attentivement la situation au cours des prochains mois afin d'éclairer la prise de décisions", a commenté mardi la secrétaire générale de l'OMM, Celeste Saulo, dans le bulletin.
"Le dernier épisode El Nino, survenu en 2023/24, a été l'un des cinq épisodes records de températures mondiales de 2024", a-t-elle ajouté. Un épisode El Nino correspond au réchauffement périodique à grande échelle des eaux de surface dans le centre et l'est du Pacifique équatorial, associé à des variations de la circulation atmosphérique tropicale, plus précisément des vents, de la pression et des précipitations.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 03 مارس 2026 الموافق لـ 13 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Mars 2026 (13 ramadan 1447)

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	67	75	58	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	84	96	72	الطماطم		
	Oignon sec	77	84	70	البصل الجاف		
	Ail sec	988	1081	895	الثوم الجاف		
	Carotte	96	108	84	الجزر		
	Navet	105	117	94	اللفت		
	Choux fleur	131	145	117	قرنبيط		
	Choux	97	108	86	الكرنب		
	Courgette	122	137	107	الكوسة		
	Haricot vert	502	534	471	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	210	233	188	الخس		
Fruits frais	Mandarine	209	243	175	المندرين	فواكه طازجة	
	Orange	168	204	132	البرتقال		
	Citron	154	175	133	الليمون		
	Pomme locale	409	487	331	التفاح المحلي		
	Datte	508	640	375	التمر		
	Banane	495	519	470	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1945	2091	1799	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	414	428	399	الدجاج		
	Œufs (Unité)	18	20	17	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	98	104	92	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-14,87	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,73	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	2502,00	0,00	0,03	1,70	6,65	6,39	1225	3 064 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	2247,00	-0,09	-0,95	-0,89	10,72	5,56	2000	4 494 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,87	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,81	3,97	5,00	0	0,00

En exclusivité

Quelques tendances du marché de l'énergie face à la crise du Golfe persique

La guerre américano-israélo-iranienne, qui pourrait peut etre s'appeler bientôt « Guerre du Golfe 2026 », aura des impacts considérables, non seulement au plan énergétique mais aussiau plangéopolitique. Ces impacts vont reconfigurer leséchanges commerciauxet de manière générale toute l'économie mondiale dans les années à venir.

Par Abdelmadjid Attar (*)

Rappelons d'abord que les réserves mondiales en hydrocarbures sont situées à raison de :

● 48% pour le pétrole au Moyen Orient.

- L'Arabie Saoudite à elle seule détient 17% des réserves mondiales en Pétrole, et l'Irak 9%

● 40% pour le gaz au Moyen Orient,

- L'Iran à lui seul détient17% des réserves mondiales, et le Qatar 13%.

Les premiers impacts, déjà constatés, sont :

● Une suspension des exportations due à l'arrêt de plusieurs capacitésinstallations de production pétrolières et gazières autour du Golfe persique.

● La fermeture du Détroit d'Ormuz par où transite l'essentiel de ces productions/exportations/consommations mondiales à hauteur de 20% pour le pétrole (environ 21 M barils/jour) et 25% pour le gaz naturel (environ 100 Mds M3/an).

● Une forte tension au niveau des chaines d'approvisionnement aussi bien pour les produits énergétiques, que pourles autres exportations.

● Une augmentationdu prix du baril de Brent, qui se situe autour de 80 $ pour les cotations de la journée du 02 mars 2026. Des pronostics pour 100 $ et même 130/150 $ en cas de poursuite de la guerre au-delà d'un mois.

● Le gaz naturel suit la même trajectoire en Europe, où le prix est déjà passé de 10 $ en moyenne à 14 $ le MBtu, et pourrait atteindre les 20 $ si la guerre se prolonge au-delà de deux semaines.

Face aux incertitudes sur la durée et

l'intensité de cette guerre, les prix vont demeurer très volatiles, mais avec une tendance haussière attisée par les pays les plus grands consommateurs (Chine, Inde, Europe, et autres pays asiatiques) même s'ils avaient constitué des stocks. Ces derniers observent l'évolution de la crise et surveillent la consommation pour ne pas tomber dans une rupture de stocks. Il est vrai que la Chine et l'Inde pourraient s'approvisionner davantage auprès de la Russie.

En dehors de la Russie, les autres pays hors zone de conflit, les capacités additionnelles de production sont faibles, comparées aux 20 M barils/j encerclés dans le golfe arabo-persique.L'OPEP+ vient de décider d'augmenter sa production de 206.000 barils/jour pour atténuer la pression et stabiliser le marché, ce qui prouve que non seulement elle demeure prudente, parce qu'un prix élevé arrange certains membres (?),mais aussi parce qu'il ne lui est pas facile non plus d'augmenter sa production en si peu de temps. Il faut aussi rappeler que le marché pétrolier était en situation de surabondance de production avant le conflit, ce qui a amené l'OPEP+ à le suivre de près et éviter des augmentations de production, malgré les pressions de Trump, qui tenait à avoir un prix inférieur à 60 $.

Pour toutes ces raisons, il est très probable que le prix du pétroleva demeurer certes volatile au cours des semaines à venir mais en hausseen fonction non seulement de l'aggravation et la durée du conflit, mais aussi de la durée d'un retour à une situation normale qui dépendra des dégâts causés au niveau des infrastructures de production et des négociations éventuelles entre les belligérants, c'est-à-dire plusieurs mois.

La situation en ce qui concerne le gaz naturel ne sera pas très différente, puisqu'on constate que le taux d'accroissement du prix est lui aussi demeurépour le moment inférieur à celui connu lors du conflit russo-ukrainien parceque les chaines d'approvisionnement se sont adaptées depuis 2022, et les stocks mondiaux actuels sont d'environ 3 mois de consommation.

La consommation mondiale de gaz est demeurée par ailleurs assez stable, avec un léger accroissement continu en adéquation avec les politiques de transition énergétiques en cours, ainsi que la naissance de nouvelles opportunités d'approvisionnement pour remplacer le gaz russe en Europe (GNL US), et de nouvelles capacités de production d'Afrique et d'Amérique du Sud en cours ou en en développement pour les années à venir.

Il n'en demeure pas moinsque les incertitudes vont impacter de façon très importante aussi bien les marchés pétrolier et gazier que l'économie mondiale et dont les principaux effets, sont les suivants :

● En premier lieu, la durée du conflit et les dégâtsoccasionnéssur les infrastructures de production du Golfe persique et ce qu'en décidera Trump, parce que les impacts sur le marché pétrolier prévus ne coïncident pas avec sa stratégie : une suprématie énergétique des USA avec un contrôle des productions et un prix bas.

● En second lieu, la position de la Russie au sein de l'OPEP+ ; parceque c'est le seul producteur pouvant jouer un rôle pivot en cas de prolongation du conflit au-delà de deux semaines, surtout pour remplacer l'approvisionnement des marchés asiatiques.

● Enfin, il sera certainement nécessaire de réintégrer la production du Venezuela, restée en jachère depuis plusieurs mois, et dont le marché en crise en aura besoin ; d'autant plus que Trump a toujours voulu inonder le marché pour garder un prix bas. Maintenant qu'il détient les clés sur le pétrole Vénézuélien, rien ne l'empêche d'aller dans cette direction.

Au final, la Russie sera le principal bénéficiaire de cette crise, alors que la Chine pourrait en subir quelques problèmes d'approvisionnement compte tenu de ses besoins.

(*) Expert en énergie, ancien ministre de l'énergie

PÉTROLE

Le Brent continue de grimper, à près de 82 dollars

Les cours du pétrole poursuivent leur hausse mardi, portés par l'intensification de l'escalade militaire dans le Golfe et les perturbations du trafic pétrolier dans le détroit d'Ormuz.

Vers 09H45 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait 5,25% à 81,82 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison au mois d'avril gagnait 5,38% à 75,06 dollars.

Selon les analystes, les acteurs du marché craignent un blocage prolongé du détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20% du pétrole mondial en temps normal, et qui est devenu impraticable pour les compagnies maritimes.

Les spécialistes du marché estiment qu'environ 8 à 10 millions de barils par jour ne pourraient pas trouver d'acheminements alternatifs à ce passage stratégique.

Par ailleurs, les prix du gaz bondissent à nouveau mardi sur le marché spot européen (vente pour livraison immédiate), après avoir déjà connu une hausse spectaculaire la veille.

La suspension de la production par la compagnie énergétique publique qatarie QatarEnergy rend le marché particulièrement tendu, alors que le Qatar est le premier exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) de la région.

Vers 08H50 GMT, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, grimpait de plus de 23%, après avoir bondi de plus de 33%, à 59,445 euros le mégawattheure.

APS

BLIDA

Réception de nouvelles infrastructures éducatives à la prochaine rentrée scolaire

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Blida sera renforcé, à la prochaine rentrée scolaire, par plusieurs nouvelles infrastructures éducatives destinées à renforcer les conditions de scolarisation, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.
Ces projets, en réalisation dans différentes communes de la wilaya, concernent les trois paliers scolaires, selon la même source. Il s'agit notamment d'un Collège d'enseignement moyen (CEM) en cours de réalisation au centre-ville de Chiffa (ouest), dont le taux d'avancement est estimé à 80%, alors que sa réception est prévue pour la prochaine rentrée. Un groupe scolaire de 18 classes est également en réalisation au quartier de Sidi Yahia, de la commune d'Oued El Alleug.
D'autres projets sont, par ailleurs, en cours de réalisation au niveau des nouveaux ensembles d'habitations, notamment un CEM à la cité des 3.800 logements AADL de Deriouche, avec un taux d'avancement estimé à 90%, et une mise en service attendue dans les prochains jours, selon la même source.
Par ailleurs, un CEM de 24 classes est en cours de réalisation à la cité Ben Boulaid, dans le centre-ville, avec un taux d'avancement de 75%. Une fois opérationnel, il devrait contribuer à atténuer la surcharge enregistrée dans les établissements de la région.
APS

KHENCHELA

170 millions DA pour des projets de développement dans la daïra de Kaïs

Une enveloppe financière estimée à 170 millions DA a été octroyée pour la réalisation de projets de développement dans les communes relevant de la daïra de Kaïs (wilaya de Khenchela), a-t-on appris lundi auprès du chef de daïra.
Mohamed Saïd Haniche a ainsi précisé qu'il s'agit au total de 19 projets de développement retenus pour les communes de Kaïs, de R'mila et de Taouzianet au titre du programme d'appui au développement socio-économique des communes de l'année 2026.
Ces projets concernent les secteurs de l'hydraulique, des travaux publics, de l'éducation, de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction ainsi que de la jeunesse et des sports, a ajouté le même responsable.
Les services des communes concernées parachèvent actuellement les procédures requises pour le lancement de ces projets, a-t-il indiqué.
L'objectif de ces projets est d'améliorer le cadre de vie des populations des localités reculées de ces trois communes et de favoriser la création d'emplois pour les jeunes qui y habitent, a affirmé le chef de daïra.
APS

BORDJ BOU ARRERIDJ

Le taux de couverture par le réseau de fibre optique dépasse les 61%

Le taux de couverture par le réseau de fibre optique à domicile (FTTH) dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj a dépassé à la fin de l'année 2025 les 61%, a-t-on appris lundi auprès de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom.

Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication de cette direction, Walid Messili, a précisé que le chef-lieu de wilaya a bénéficié d'une couverture technique à 100% avec un basculement progressif des abonnés vers le réseau de fibres optiques grâce à l'installation de plus de 46 terminaux de ligne optique (OLT), soulignant que plus de 27.000 abonnés ont été basculés vers cette nouvelle technologie dans les communes de Medjana, de Mansoura et de Rabta.
Selon la même source, les travaux de génie civil pour la fibre optiques ont été parachevés dans la commune de Ras El Oued, deuxième plus grande agglomération de la wilaya, et les opérations de raccordement technique se poursuivent pour mettre en service le réseau dans les plus proches délais.
Les opérations de raccordement ont concerné nombre d'établissements publics et privés, notamment des secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la santé pour soutenir la numérisation et améliorer les services publics, selon la même source.
Le programme 2026 prévoit la réalisation de 72 projets de modernisation du réseau de télécommunications et de remplacement du réseau en cuivre totalisant une capacité de 59.112 points par technologie de fibre optique en plus du raccordement de 42 nouvelles cités dans diverses communes à la même technologie avec une capacité de 7.336 accès, selon la même source qui a indiqué que ces projets seront réalisés "avant la fin de l'année en cours".
La wilaya de Bordj Bou Arreridj compte 102 stations internet 4G couvrant plus de 47.000 abonnés dont 75 stations réservées au service universel des communications électroniques pour la couverture des régions reculées, selon la même source qui a affirmé l'engagement d'Algérie Télécom à maintenir ce rythme et parvenir à une couverture à 100% à horizons 2027 et faire de cette wilaya un modèle national en matière de généralisation des fibres optiques.
APS

EL TARF

La production du lait pasteurisé augmentée à plus de 114.000 litres/jour durant le Ramadhan

Les capacités de production du lait pasteurisé dans la wilaya d'El Tarf ont été augmentées à plus de 114.000 litres/jour durant le mois de Ramadhan, a-t-on appris lundi auprès de la direction du commerce.
Le chef du service d'observation du marché et de l'information économique de cette direction, Issam Bechinia, a précisé que la quantité produite de lait pasteurisé subventionné au prix fixé à 25 DA le sachet a été augmentée de 109.882 litres/jour avant le Ramadhan à 114.732 litres/jour actuellement.
Cette augmentation a permis d'améliorer l'approvisionnement du marché local en ce produit de large consommation, selon la même source qui a souligné que durant le Ramadhan, la laiterie "Edough" d'Annaba relevant du groupe Giplait a été renforcée par 15 tonnes de poudre de lait par l'Office national interprofessionnel du lait.
Cette quantité de lait destinée au marché local durant le Ramadhan est également produite par une laiterie privée dans la commune de Besbes (El Tarf), selon la même source.
Pour couvrir la demande croissante sur le lait pasteurisé durant le Ramadhan, 40 distributeurs privés sont mobilisés pour approvisionner plus de 800 commerces à travers cette wilaya frontalière, selon la même source.
La laiterie "Edough" a ouvert trois points de vente dans les communes d'El Tarf, de Bouhadjar et d'Oued Zitoun pour assurer la commercialisation du lait et dérivés, a-t-on indiqué.
APS

GHARDAÏA

Trente-six guides touristiques obtiennent une certification professionnelle

Pas moins de 36 guides touristiques ont obtenu des certificats de qualification professionnelle, en vertu du mécanisme de validation des acquis de l'expérience (VAE), a-t-on appris lundi de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat (DTA). Intervenant en application d'une convention signée entre les ministères du Tourisme et de l'Artisanat et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, l'obtention du certificat de validation des acquis de l'expérience permettra aux guides d'exercer leurs activités en tout professionnalisme et dans un cadre régimentaire et organisé, a expliqué le DTA, Saâd Meriah.
La profession de guide constitue un maillon de la chaine touristique et un contact géographique entre le touriste et le patrimoine local, vulgarisant les potentialités touristiques et archéologiques, ksour et marchés et l'artisanat que renferme la région du M'zab (Ghardaïa), la dynamisation des activités touristiques et la valorisation de la destination touristique de la région.
Un total de 84 guides touristiques sont recensés dans la wilaya de Ghardaïa, dont 36 ont obtenu leur certificat de qualification, en attendant la remise, dans deux mois, des autres agréments en deux phases de l'opération de validation des acquis de l'expérience.
Pas moins de 3.729 touristes étrangers ont visité la wilaya de Ghardaïa durant la saison touristique 2025/2026, soit près de 1.000 de plus que la saison précédente et aussi le plus grand nombre de touristes étrangers relevé au cours des cinq (5) dernières années.
Dans le but de promouvoir le tourisme saharien dans la wilaya de Ghardaïa, une trentaine de postes de formation de guides touristiques ont été ouverts par le secteur de la Formation professionnelle au titre de la session de février 2026, en vue de former une relève de guides touristiques qualifiés, susceptibles de contribuer à la promotion du tourisme dans la région.
APS

BATNA

Une enveloppe de 570 millions de dinars pour la réhabilitation des chemins communaux

Une enveloppe de 570 millions de dinars a été allouée à la réhabilitation de plusieurs chemins communaux (CC) de la wilaya de Batna, a indiqué, lundi, le wali, Riadh Benahmed.
Le chef de l'exécutif local a précisé, à l'issue d'une visite de travail dans les trois communes de daïra d'Ichemoul (Foum Toub, Ichemoul et Inoughissene), que ces moyens financiers, mis en place dans le cadre du programme d'appui au développement social et économique des communes pour l'exercice 2026 qui a permis d'inscrire des opérations similaires dans 12 communes.
Les procédures administratives préalables au lancement des travaux de réhabilitation de plusieurs CC sont actuellement en cours, notamment la remise en état du CC reliant les communes d'Ichemoul et de Foum Toub sur 10 km qui constituait une demande urgente des habitants et à laquelle un montant de 137,7 millions de dinars a été alloué, selon le même responsable.
Lors de sa tournée dans la daïra d'Ichemoul, le wali a supervisé la mise en service d'une route reliant le chemin de wilaya (CW) n 160 à la région de Taguelmount, via Es-Saffah, sur une distance de 8 km avant de se rendre dans la commune de Foum Toub où une cantine scolaire de 200 repas/jour a été mise en service à l'école du Chahid Mohamed Draghla.
Dans la commune d'Ichemoul, le responsable de l'exécutif local a posé la première pierre de 60 logements publics locatifs (LPL) et inspecté le projet de raccordement de la zone de Wadh'ha au réseau de distribution du gaz naturel, tandis que dans la commune d'Inoughissen, le même responsable a supervisé la mise en service de quatre transformateurs électriques destinés à alimenter les exploitations agricoles, avant de s'enquérir des travaux d'aménagement et de revêtement d'une route de 12,5 km.
Le wali a écouté les préoccupations des habitants, liées principalement à l'électricité, à l'irrigation agricole et aux transports, s'engageant à les examiner selon les priorités et les ressources financières disponibles.
APS

1,2 MILLIARD DE NOUVEAUX ACTIFS DANS LE MONDE

Comment relever le défi de l'emploi des jeunes

Le monde évolue sur des « longueurs d'onde » différentes. Il y a les chocs à haute fréquence — guerres, percées technologiques, paniques boursières —, qui surgissent brutalement et captent toute notre attention. Et puis il y a les forces de basse fréquence, lentes mais implacables : la démographie, la mondialisation, la raréfaction de l'eau et des ressources alimentaires… Les premiers imposent l'urgence. Les secondes impriment des tendances de fond.

Il ne s'agit pas de minimiser les crises. Mais nous ne saurions devenir les victimes d'une combustion lente sous prétexte que la crise du moment crépite plus fort ou monopolise les gros titres. Négligé trop longtemps, le feu qui couve peut se transformer en brasier.

Parmi ces forces profondes, l'une est déjà à l'œuvre, et elle est d'une ampleur sans précédent : au cours des 10 à 15 prochaines années, 1,2 milliard de jeunes dans les pays en développement atteindront l'âge de travailler. Or, au rythme actuel, ces économies ne devraient créer qu'environ 400 millions d'emplois sur la même période.

Le déficit d'emplois est vertigineux, et il est souvent présenté — à juste titre — comme un défi de développement. Mais c'est aussi un défi économique. Et c'est de plus en plus un défi de sécurité nationale.

Lors de la conférence de Davos le mois dernier, il était frappant de constater combien cet enjeu a été rapidement relégué à l'arrière-plan, éclipsé par l'urgence du jour. Il ne faudra pas l'ignorer lors des prochains forums, de la Conférence de Munich sur la sécurité aux sommets du G7 et du G20.

Si nous investissons tôt dans les individus et leur donnons les moyens d'accéder à des emplois productifs, cette nouvelle génération pourra bénéficier de conditions de vie dignes et devenir un socle de croissance et de stabilité. Si nous n'agissons pas, les conséquences sont prévisibles : institutions sous pression, migrations irrégulières, conflits, montée de l'insécurité, alors que les jeunes, privés de perspectives, empruntent la moindre issue accessible.

Le Groupe de la Banque mondiale s'emploie résolument à suivre la première voie, en articulant financements publics, expertise, capitaux privés et instruments de gestion des risques autour d'une stratégie de l'emploi fondée sur trois piliers.

Le premier consiste à créer les infrastructures indispensables, tant humaines que matérielles. Il ne peut y avoir d'investissements privés ni d'emplois sans électricité fiable, sans transports efficaces, sans systèmes d'éducation et de santé solides. Si la reconnaissance de l'importance des infrastructures physiques est globalement acquise, l'investissement dans le capital humain est tout autant crucial.

Un centre de formation à Bhubaneswar, en Inde, en témoigne. Financé en partenariat avec les pouvoirs publics et le secteur privé, il forme chaque année près de 38 000 personnes. Parce que les formations correspondent aux besoins réels du marché, la quasi-totalité des diplômés trouvent du travail, ou créent eux-mêmes des emplois, forts de compétences en ingénierie, en production industrielle et en propriété intellectuelle.

Le deuxième pilier vise à instaurer un environnement propice à l'entreprise. Des règles claires et une réglementation prévisible réduisent l'incertitude et facilitent l'activité entrepreneuriale. Les emplois naissent de l'initiative d'entrepreneurs et d'entreprises qui ont la confiance nécessaire pour investir et se développer. Les ressources publiques peuvent amorcer le mouvement, mais la suite repose essentiellement sur le secteur privé, et en particulier sur les micro-, petites et moyennes entreprises, qui sont les plus grosses pourvoyeuses d'emplois.

D'où le troisième pilier : aider les entreprises à changer d'échelle. Par l'intermédiaire de nos branches dédiées au secteur privé, nous apportons des prises de participation en capital, des financements, des garanties et des assurances contre les risques politiques. Parmi les modèles récemment développés figure une garantie de financement du commerce soutenant le Banco do Brasil. Cet instrument permet de mobiliser près de 700 millions de dollars de financements abordables en faveur des petites entreprises brésiliennes, notamment agricoles. Nous contribuons ainsi à orienter les capitaux vers les acteurs qui portent la croissance locale.

Plus généralement, nous nous concentrons sur les domaines où le potentiel d'emploi est le plus élevé, à savoir dans cinq secteurs qui génèrent durablement des postes à grande échelle : infrastructures et énergie, agroalimentaire, soins de santé primaires, tourisme et industrie manufacturière à valeur ajoutée.

Il ne s'agit pas d'une théorie abstraite, mais d'une démarche fondée sur des données probantes, sur l'expérience des pays et sur des arbitrages difficiles quant à l'usage de ressources limitées pour un impact maximal. Ce n'est pas non plus un jeu à somme nulle.

D'ici à 2050, plus de 85 % de la population mondiale vivra dans des pays en développement. Cela représente non seulement la plus vaste expansion de la main-d'œuvre mondiale jamais enregistrée, mais aussi la croissance la plus importante de futurs consommateurs, producteurs et marchés. Quelle qu'en soit la motivation — quête de développement socio-économique, de rendement, de sécurité ou simple altruisme —, nous avons tous un rôle à jouer et tous intérêt à investir énergie et ressources dans cet effort.

Les pays en développement y gagnent, car les emplois génèrent revenu, stabilité et dignité. Ils renforcent la demande intérieure et donnent aux jeunes des raisons d'investir dans leur avenir chez eux plutôt que de le chercher ailleurs.

Les pays développés y trouvent également bénéfice. À mesure que les économies en développement grandissent, elles deviennent des partenaires commerciaux plus solides, des maillons plus résilients des chaînes d'approvisionnement et des voisins plus stables. La croissance de ces marchés élargit la demande mondiale et atténue les pressions qui alimentent une migration irrégulière et une insécurité dont les coûts économiques et politiques dépassent largement les frontières.

Et, enfin, pour le secteur privé — institutions financières comme opérateurs — cela représente l'une des plus grandes opportunités des décennies à venir. Une croissance démographique rapide signifie une demande soutenue en énergie, systèmes alimentaires, soins de santé, infrastructures, logements et produits manufacturés.

La difficulté n'a jamais été l'absence d'opportunités, mais le risque, qu'il soit réel ou perçu. C'est là que les institutions de développement peuvent jouer un rôle catalyseur, en finançant les infrastructures, en soutenant les réformes réglementaires et en réduisant les risques.

Si l'on fait les bons choix, les forces qui façonnent le monde à bas bruit — à commencer par la démographie — deviendront des moteurs de croissance et de stabilité plutôt que des sources de volatilité et de risque. Si l'on ne fait pas ce qu'il faut, on continuera de courir après les crises, en se contentant de réagir dans l'urgence à des situations que l'on voyait venir depuis des années, voire des décennies.

La question n'est pas de savoir si ces forces configureront l'avenir, elles le feront sans aucun doute possible. L'alternative qui est devant nous est claire : agir assez tôt pour les transformer en opportunités… ou attendre qu'elles éclatent et que l'instabilité nous frappe de plein fouet.

Source : https://blogs.worldbank.org, publié le 18/02/2026

MANUTENTION DES CONTENEURS AU COURS DU MOIS DE FÉVRIER

Mwani Qatar enregistre une croissance de 5 %

Mwani Qatar (la compagnie responsable des ports de Qatar) a enregistré en février dernier une croissance notable de leurs performances opérationnelles en glissement annuel, portée par l'augmentation des indicateurs de manutention et du trafic maritime à travers les ports du pays.
Dans une publication diffusée aujourd'hui sur son compte officiel sur la plateforme X, Mwani Qatar a indiqué que le nombre de conteneurs standards manutentionnés a atteint 118462 unités, soit une hausse de 5 % par rapport à la même période de 2025.
La manutention de marchandises générales a atteint 111967 tonnes en février, enregistrant une croissance de 2 % par rapport au même mois de l'année précédente.
Le nombre de navires accueillis par les ports s'est élevé à 237 en février, en hausse de 4 % par rapport à février 2025.
La manutention de véhicules et d'équipements a également connu une progression significative, atteignant 11631 unités, soit une augmentation de 34 %. Il faut ajouter à cela 115126 tonnes de vrac et 39613 têtes de bétail manutentionnées au cours du même mois.

Agence

TUNISIE/ CAISSES SOCIALES EN CRISE

Kaïs Saïed exige une réforme structurelle immédiate

Le président de la République, Kaïs Saïed, a reçu, dimanche 2 mars, au palais de Carthage, la cheffe du gouvernement Sarra Zaâfrani Zenzri ainsi que le ministre des Affaires sociales, Issam Lahmar. Au cœur de cette rencontre : la situation des caisses sociales, qualifiée d'« inacceptable » par le chef de l'État.

Par R I.

Selon la présidence, les échanges ont porté principalement sur l'état critique dans lequel se trouvent les fonds sociaux. Kaïs Saïed a estimé que le devoir national impose désormais le lancement de réformes structurelles globales et une révision complète du système dans toutes ses composantes, appuyée par une vision scientifique et prospective.
Le président de la République a souligné que les causes de la situation actuelle sont multiples.
Il a évoqué un héritage lourd résultant non seulement de choix erronés, mais également de mauvaise gestion et de corruption, ayant conduit à l'épuisement des ressources de la collectivité nationale et à une dégradation notable des services fournis aux citoyens.
Kaïs Saïed a insisté sur la nécessité d'un travail fondé sur des choix clairs, articulés autour des principes de justice et d'équité, afin de garantir pleinement les droits du peuple tunisien.
Il a affirmé que la Tunisie a aujourd'hui besoin de nouveaux textes, estimant que les solutions partielles ou les amendements limités, comparables à de simples « rustines », n'ont eu aucun impact réel sur la situation.
Le chef de l'État a également indiqué que les caisses sociales n'auraient, en principe, jamais dû connaître de déficit. Bien au contraire, elles auraient pu, selon lui, devenir une source de financement du budget de l'État en cas de besoin, si elles avaient été gérées dans des conditions optimales.
En conclusion, Kaïs Saïed a réitéré son engagement à répondre aux attentes des Tunisiens malgré les obstacles. Il a assuré que le travail se poursuivra sans interruption pour relever tous les défis, excluant toute promesse illusoire et affirmant qu'il n'y aura ni vente d'illusions ni manquement aux engagements pris.

MAURITANIE

Malgré une abondance du poisson, les prix demeurent élevés

En ce début du mois de Ramadan, les poissons sont disponibles en quantités suffisantes à Nouakchott. Une abondance en dépit de laquelle les prix restent globalement élevés, malgré quelques divergences d'appréciation entre les consommateurs.
Les poissons constituent une part essentielle des produits consommés et jouent un rôle capital dans la sécurité alimentaire des communautés dans les villes côtières à l'intérieur du pays. Une dimension encore plus importante à cette période de ramadan durant laquelle les populations recourent beaucoup aux frites de poissons.
Très sollicité en ce moment, le kilogramme de Kibaru, le poisson noble pour le riz au poisson, se vend entre 175 et 180 ouguiyas.
POur Fatimetou Cheikh, revendeuse de poissons, «le produit est disponible sur le marché, mais il reste cher, pratiquement au même niveau que les jours précédents l'arrivée du Ramadan. Le Kibaru, très sollicité en cette période, est à 170, 180 ouguiyas. Nous déplorons le fait que la disponibilité des produits sur le marché n'ait pas d'incidence sur les prix».
Pour sa part, Mariam Vall, cliente, explique que «les prix sont très chers. J'ai acheté le Kibaru 180 ouguiyas le kilo. Le Sakh à 380 ouguiyas, la courbine 380 ouguiyas. C'était encore cher avant le ramadan. Les prix sont en légère baisse, mais nous réclamons encore plus».
A contrario, Ahmed Taher, client, «les prix sont plutôt abordables. J'ai acheté des filets et des soles pour 200 ouguiyas le kilogramme et 180 ouguiyas pour le kilogramme de soles. Ces prix restent dans les normes habituelles pour plusieurs variétés».
Il faut souligner que le poisson est très prisé par une partie des Mauritaniens. Et en Afrique, 22% des protéines disponibles viennent de la mer et de l'eau douce. Ce chiffre monte à 50% dans certains pays d'Afrique de l'Ouest.
La Mauritanie a produit 845.000 tonnes de poissons en 2023. Ce chiffre fait du pays le deuxième producteur et exportateur des produits de la mer en Afrique, avec une part de marché de prés de 10,7%.

R I.

EGYPTE

Les transferts des expatriés Egyptiens affichent un record de 41,5 milliards de dollars en 2025

14 millions de citoyens résident à l'étranger selon le ministère de l'Émigration. Leurs transferts constituent désormais la première ressource de l'État en devises étrangères, devant les revenus du tourisme et du Canal de Suez.
La Banque Centrale d'Egypte (BCE) a annoncé, lundi 23 février, que les transferts de fonds des expatriés ont atteint 41,5 milliards de dollars en 2025 contre 29,6 milliards de dollars en 2024, soit une hausse exceptionnelle de 40,5 % sur un an.
« Le seul mois de décembre 2025 a vu un nouveau record mensuel avec 4 milliards de dollars injectés dans l'économie, contre 3,2 milliards en décembre 2024 », selon le communiqué de la BCE.
14 millions de citoyens résident à l'étranger selon le ministère de l'Émigration. Ces apports constituent désormais la première ressource de l'État en devises étrangères, devant les revenus du tourisme et du Canal de Suez.
Parallèlement, le Centre médiatique du Conseil des ministres a rapporté lundi que les réserves internationales ont atteint un niveau sans précédent de 52,6 milliards de dollars en janvier 2026, contre 51,5 milliards le mois précédent.
Cette solidité financière est accompagnée d'une réduction de 25,9 % du déficit du compte courant, qui s'établit à 15,4 milliards de dollars pour l'exercice 2024/2025 contre 20,8 milliards de dollars lors de l'exercice 2023/2024.
Cette performance est portée par la forte reprise des autres sources de devises. Les revenus du tourisme ont progressé de 16,3 %, atteignant 16,7 milliards de dollars, contre 14,4 milliards de dollars en 2023/2024.
De leur côté, les exportations ont bondi de 15,6 % pour atteindre 47,5 milliards de dollars sur les onze premiers mois de 2025 (janvier-novembre), contre 41,1 milliards de dollars pour la même période en 2024, selon les données de l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS).

Une trajectoire positive de l'économie

Ce redressement spectaculaire des flux financiers fait suite aux réformes structurelles engagées en mars 2024.
La décision de laisser fluctuer le taux de change et la hausse des taux d'intérêt ont permis de réintégrer ces capitaux dans le circuit bancaire officiel.
Les transferts avaient fortement chuté au début de l'année 2024 en raison de l'écart massif entre le taux officiel (environ 31 livres pour un dollar) et le marché parallèle.
Lundi 23 février, le dollar s'échange à 47,8 livres, maintenant la monnaie nationale sous la barre des 50 livres pour le huitième mois consécutif. Cette stabilité monétaire renforce la confiance des investisseurs et des épargnants.
La trajectoire positive de l'économie égyptienne se traduit également par une amélioration de la confiance internationale.
La solidité retrouvée du secteur extérieur a suscité les éloges du Fonds monétaire international (FMI), qui souligne la force conjuguée des transferts de fonds et des exportations non pétrolières.
L'agence de notation Fitch prévoit également une poursuite de cette tendance positive.
L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a récemment relevé la note de crédit de l'Egypte de « B- » à « B », assortie d'une perspective stable.
C'est la première fois en sept ans que l'agence revoit sa notation à la hausse, soulignant le succès des réformes monétaires et prédisant une poursuite de cette dynamique de croissance pour l'année à venir.

Agence

PÉTROLE

Le Nigeria restructure le bloc OPL 245, une relance après des années de scandale et de procès

En scindant l'OPL 245, le Nigeria rouvre la voie à l'exploitation d'un gisement bloqué depuis des années, après un scandale de corruption. La suite dépendra de la capacité de l'État à définir de nouveaux cadres contractuels et à assurer une gestion conforme aux règles de gouvernance.

Le Nigeria a décidé de fractionner le bloc pétrolier OPL 245 en quatre nouveaux périmètres attribués à Eni et Shell, mettant fin à près de trois décennies de paralysie juridique autour de l'un de ses gisements les plus prolifiques. Cette restructuration ouvre la voie à la mise en production d'un actif resté inexploité malgré un potentiel estimé à environ 9 milliards de barils récupérables. Selon une source proche du dossier citée par Reuters, les contrats définitifs doivent être signés à partir de cette semaine, ouvrant la voie à une exploitation longtemps différée.
L'enjeu financier est majeur pour Abuja. D'après une étude de Global Witness, l'accord controversé de 2011 a entraîné un manque à gagner de 5,86 milliards USD pour les finances publiques, sur la base d'un prix moyen de 70 $ le baril. L'ONG fonde son calcul sur les recommandations du FMI selon lesquelles un pays producteur arrivé à maturité devrait percevoir entre 65 % et 85 % des revenus pétroliers, contre seulement 41 % pour le Nigeria dans le montage initial. Ce manque à gagner équivaut, selon Global Witness, à près de deux fois le budget annuel combiné de la santé et de l'éducation.
La division du bloc vise désormais à sécuriser juridiquement les actifs, à clarifier les responsabilités contractuelles et à permettre le lancement effectif des projets de développement. Pour le gouvernement nigérian, il s'agit aussi d'accroitre les recettes budgétaires, dans un contexte de besoins financiers croissants.

Un dossier miné par des litiges et des accusations de corruption

Le bloc OPL 245 est devenu au fil du temps le symbole du plus vaste scandale de corruption de l'industrie pétrolière nigériane. Il a initialement été attribué en 1998 à Malabu Oil, une société liée à Dan Etete, alors ministre du pétrole sous le régime de Sani Abacha. Quelques années plus tard, Shell entre dans le dossier et engage des travaux d'exploration qui conduisent à deux découvertes majeures, Zabazaba et Etan, confirmant le caractère stratégique du périmètre. La valeur économique du bloc attise toutefois des rivalités politiques et judiciaires, et la propriété du champ fait l'objet de multiples recours devant des tribunaux nigérians et internationaux.
En 2011, un accord d'acquisition du bloc est conclu entre l'État, Eni et Shell, pour un montant total de 1,3 milliard USD. Les procureurs italiens estiment ensuite que l'essentiel de cette somme a été détourné vers des responsables politiques et des intermédiaires. Plusieurs dirigeants des deux groupes sont poursuivis en Italie, dont le PDG d'Eni, Claudio Descalzi. Tous seront finalement acquittés en 2021, après avoir nié toute implication dans des faits de corruption.
Malgré ces décisions judiciaires, le champ reste gelé par des procédures croisées au Nigeria, au Royaume-Uni et en Italie, empêchant tout développement industriel. Face à l'ampleur du scandale, le bloc est replacé sous contrôle de l'État nigérian en janvier 2017, dans l'attente d'un règlement définitif. Depuis lors, Abuja cherche une issue permettant de valoriser cet actif stratégique sans raviver les contentieux passés.
La solution retenue consiste à démanteler juridiquement l'OPL 245 en quatre nouveaux blocs distincts, confiés à Eni et Shell. Cette restructuration ne fait pas disparaître les pertes passées ni l'ampleur du scandale, mais elle marque la fin d'un cycle de blocage institutionnel. La réussite de la relance dépendra de la capacité de l'État à définir de nouveaux cadres contractuels et à assurer une gestion conforme aux règles de gouvernance en vigueur.

BGFIBANK

Une IPO avec 7601 actionnaires dans 24 pays, une première en Afrique centrale

En mobilisant 7601 souscripteurs dans 24 pays, dont 71% de particuliers, l'IPO de BGFI Holding Corporation réconcilie la Bourse avec le grand public. Une première en Afrique centrale, avant une cotation effective à la BVMAC.
BGFI Holding Corporation, maison-mère de BGFIBank, premier groupe financier d'Afrique centrale, a annoncé lundi 2 mars la clôture de la première tranche des souscriptions de son introduction en bourse (IPO) à la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC), en levant 45,3 milliards de francs CFA (80,5 millions $) auprès de 7601 souscripteurs répartis dans 24 pays, dont plus de 71 % de particuliers. La cotation effective à la BVMAC interviendra dans une prochaine étape.
Organisée par BGFIBourse, arrangeur et chef de file, l'opération portait sur l'ouverture de 10% du capital social du groupe via la création de 1 573 536 actions nouvelles. Elle a été souscrite à hauteur de 36 %. Le groupe comptait auparavant 431 actionnaires issus de 8 pays.
La forte participation de souscripteurs issus des zones CEMAC, UEMOA, d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie « confirme l'attractivité et le rayonnement international du groupe », selon le communiqué de BGFIBourse. « Cette introduction en bourse est bien plus qu'une opération financière. C'est un acte de confiance dans l'avenir de notre Groupe, dans la maturité des marchés africains », a déclaré Henri-Claude Oyima (photo), PDG du groupe BGFIBank, cité dans le communiqué.

Première multinationale cotée à la BVMAC

Une fois admise à la cote officielle de la BVMAC — les titres devant être pris en charge par le dépositaire central unique (DCU) — BGFI Holding Corporation deviendra la première multinationale cotée sur ce marché. La ventilation des allocations fait apparaître une majorité de souscriptions au profit des personnes physiques et morales (58,68 %) devant les investisseurs qualifiés (28,70 %) et les salariés du groupe (12,62 %).

Du cash frais pour financer le plan stratégique BGFI 2030

Les fonds levés doivent financer le lancement du projet BGFI 2030, qui prévoit le développement de quatre pôles de croissance, un renforcement dans les pays d'implantation existants, l'ouverture de trois nouveaux marchés et un programme de modernisation technologique.
Avec plus de 3000 collaborateurs dans douze pays, BGFIBank est un groupe financier multinational d'origine gabonaise, fondé en 1971, dont l'histoire commence avec la création d'une succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas au Gabon. Le groupe a été sacré « meilleure banque de l'année » lors des African Banker Awards 2025.

Une BVMAC en quête de souffle

La BVMAC, basée à Douala, dessert les marchés du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale et du Tchad. Instituée par la CEMAC en juin 2003, elle n'a lancé sa première cotation qu'en 2008, et a fusionné avec la Bourse de Douala en 2019 pour former le marché unique de la zone.
La place financière souffrait jusqu'ici d'un grave déficit de liquidité : en février 2025, plusieurs séances de cotation consécutives s'étaient achevées sans aucune transaction. Moins de 10 sociétés y sont actuellement cotées, et la capitalisation boursière stagnait à 431,96 milliards FCFA. L'arrivée prochaine de BGFI est attendue comme un catalyseur pour revitaliser le marché.

Agence

BURUNDI

Un partenariat public-privé de 10 millions $ pour connecter 86 collines au haut débit

Au Burundi, plus de 75 % de la population vit en région rurale, souvent éloignée des infrastructures numériques. Étendre la connectivité Internet à ces zones est crucial pour réduire la fracture numérique, faciliter l'éducation, l'accès aux services publics et stimuler le développement local. L'opérateur télécoms Lumitel et le Projet d'Appui aux Fondations de l'Économie Numérique (PAFEN) ont officialisé, le lundi 2 mars, un partenariat stratégique de 10 millions de dollars visant à désenclaver numériquement les zones rurales du Burundi. Ce contrat, signé à Bujumbura, marque une étape décisive dans l'extension du haut débit à travers le pays.
« L'activité économique doit aller de pair avec la responsabilité sociale. Nous investissons dans les infrastructures non seulement pour élargir notre marché, mais pour élargir les opportunités offertes aux citoyens », a déclaré le directeur général de Lumitel, Phan Truong Son.
Le financement repose sur une synergie public-privé. La Banque mondiale injecte 4,37 millions de dollars via le PAFEN, tandis que Lumitel mobilise 5,62 millions de dollars de fonds propres. Cet investissement servira au déploiement d'infrastructures mobiles 2G et 4G sur 86 collines réparties dans 14 provinces. L'objectif est double : couvrir environ 400 000 nouveaux usagers et raccorder près de 300 établissements scolaires au réseau mondial.
Au-delà de la simple couverture réseau, cette initiative entend transformer le quotidien des populations locales. Le projet mise sur un accès accru à l'éducation numérique, la numérisation et la dématérialisation des services publics, ainsi que l'essor de la télémédecine dans des zones historiquement délaissées. Sur le terrain, Lumitel pilotera la conception technique et l'exploitation des stations de base, sous la supervision et la coordination du PAFEN.
Ce déploiement s'inscrit dans la stratégie nationale de développement 2040 2060, qui fait du numérique un moteur clé de la modernisation économique du Burundi. Il répond également à un besoin urgent : avec un taux de pénétration d'Internet d'environ 11,1 % fin 2025 (selon DataReportal), le pays accuse un retard structurel. Plus de 75 % des Burundais vivent en milieu rural, où l'accès à la 4G demeure largement limité ; ce projet vise à rendre ces services plus accessibles à tous.

R I.

POINT-MARCHÉS

Le spectre d'un conflit total au Moyen-Orient fait plonger les indices européens

Une heure et demie après l'ouverture des marchés, les Bourses européennes reculent encore nettement. Après une chute marquée lundi, elles se dirigent vers une deuxième séance consécutive dans le rouge, pénalisées par la guerre entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran et les craintes d'un embrasement au Moyen-Orient. Vers 10h30, le CAC 40 cède 2,37%, à 8 195,76 points. L'indice phare parisien est parti pour enchaîner une troisième séance de suite de baisse. L'Eurostoxx 50 perd 2,54% et Francfort recule de près de 3%.

Par R I/Agence

Le conflit opposant Washington et son allié Israël à Téhéran est entré dans son quatrième jour avec une intensité accrue. La confirmation du décès du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, lors des frappes ce week-end a provoqué un choc.
Les combats s'étendent désormais à des pays voisins (frappes sur Beyrouth, attaques de drones contre l'ambassade américaine en Arabie saoudite). Une question brûle désormais toutes les lèvres : l'incertitude sur la longévité de cet affrontement entre plusieurs pays. Les marchés redoutent désormais un scénario de crise durable.
Dans une interview par téléphone au quotidien britannique Daily Mail. le président américain Donald Trump a évoqué une opération militaire qui pourrait durer quatre semaines ou moins.
Par conséquent, le risque d'une interruption du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz (endroit où transite 20% du pétrole mondial) fait bondir les cours. Le baril de Brent a franchi la barre des 80 dollars ce matin. De son côté, le WTI progresse de plus de 5% à près de 76 USD. Cette augmentation des prix de l'énergie agit comme une "taxe" sur l'économie mondiale. Celle-ci pèse lourdement sur les secteurs dépendants du carburant, comme l'aérien et le tourisme.
"Le conflit devrait avoir un impact négatif relativement marginal sur les prévisions de bénéfices des actions. Les secteurs susceptibles d'être les plus touchés sont ceux des compagnies aériennes et de l'hôtellerie, ainsi que les entreprises directement exposées à la région. Le sentiment du marché actions était en fait déjà fragile ces dernières semaines, en raison des inquiétudes liées aux niveaux d'investissement dans l'intelligence artificielle", souligne Chris Iggo, CIO d'AXA IM Core chez BNP Paribas Asset Management. Dans ce contexte, les investisseurs prendront connaissance à 11h des chiffres de l'inflation en zone euro du mois de février.

Thales en vedette

Du coté de la cote, Thales recule (-2,23%) alors que le groupe de défense a publié des résultats légèrement supérieurs aux attentes sur l'exercice 2025, à la fois sur la croissance des revenus et sur la marge d'EBIT. Saïma Hussain (AlphaValue) estime que le flux de trésorerie opérationnel disponible "s'est particulièrement distingué" avec un niveau supérieur de 29% au consensus, à 2,58 milliards d'euros. "Dans l'ensemble, il s'agit d'un résultat de grande qualité", estime l'analyste.
Son chiffre d'affaires de 22,136 MdsEUR est en croissance de 7,6% par rapport à 2024 (+8,8% en croissance organique). Elle reflète notamment la performance solide de l'Aérospatial et de la Défense tout au long de l'année.
En outre, Casino vise toujours un accord sur sa restructuration financière d'ici fin juin. Le distributeur, qui avait annoncé le 18 février le report de la publication de ses résultats annuels, désormais attendus d'ici la fin mars, reste pleinement mobilisé pour aboutir comme initialement prévu, à la mise en oeuvre de son plan Renouveau 2030. Le distributeur rendra publique, le 5 mars post clôture du marché, les nouvelles propositions formulées par les différentes parties prenantes.
Hier, Kering a dévoilé sa nouvelle organisation avec la création de deux pôles d'excellence (Industrie et Clients) pour optimiser l'efficacité opérationnelle du groupe et soutenir la croissance durable de ses Maisons. Worldline a finalisé de la cession de ses activités en Amérique du Nord à Shift4. Celle-ci porte sur une valeur d'entreprise d'environ 70 MEUR.

MARCHÉS EN ASIE

Le pétrole se stabilise, les Bourses de Tokyo et Séoul reculent

Le pétrole faisait du surplace mardi en début d'échanges asiatiques au lendemain d'une flambée des cours de l'énergie, tandis que les Bourses de Séoul et de Tokyo reculaient, dans des marchés suspendus aux développements de la situation au Moyen-Orient. Vers 00H15 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei perdait 0,76% à 57.612 points -après avoir déjà trébuché de 1,34% lundi. L'indice élargi Topix glissait de 1,17% à 3.853 points.
A la Bourse de Séoul, qui rouvrait après un lundi férié, et par conséquent plombée par un effet de rattrapage, l'indice Kospi décrochait de 2,19% à 6.107 points.
Après avoir plongé de plus de 6% en clôture lundi, les cours du pétrole semblaient reprendre leur souffle: vers 00H25 GMT, le baril de WTI nord-américain était à l'équilibre à 71,16 dollars.
Les marchés de l'énergie avaient connu la veille un choc mondial, avec une envolée des prix du pétrole et du gaz.

APS

LE CAC 40 PLONGE DE PLUS DE 2% À L'OUVERTURE

Seulement 2 valeurs en hausse sur 40

La Bourse de Paris enregistre une séance difficile ce mardi 3 mars 2026 à 10h00. L'indice CAC 40 affiche un recul de 1,95% à 8230,51 points, dans un marché où seulement 2 valeurs progressent contre 37 en baisse.
TotalEnergies se positionne en tête des hausses avec un gain de 0,46% à 69,68 euros. Capgemini avance de 0,43% à 104,3 euros. Euronext reste stable à 140,1 euros, sans variation. EssilorLuxottica affiche une baisse limitée de 0,05% à 219,2 euros, tandis que Dassault Systèmes recule de 0,43% à 18,39 euros.
Société Générale enregistre la plus forte baisse avec un recul de 5,25% à 67,5 euros. Accor chute de 4,84% à 42,71 euros. ArcelorMittal SA perd 4,77% à 51,94 euros. STMicroelectronics recule de 4,61% à 26,87 euros. Crédit Agricole abandonne 4,59% à 17,55 euros.
La dispersion du marché montre un déséquilibre marqué avec 37 valeurs en baisse contre seulement 2 en hausse et 1 stable sur les 40 composantes de l'indice. Les volumes d'échanges se situent à un niveau faible. La séance de mi-journée est caractérisée par un mouvement de repli généralisé sur la cote parisienne.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 02 Mars 2026
Valeur : 04 Mars 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.2234	130.2384
1	EUR	EURO	152.5307	152.5743
1	GBP	POUND STERLING	173.9327	174.0224
100	JPY	JAPANESE YEN	82.8762	82.8910
1	CNY	CHINESE YUAN	18.9154	18.9196
1	CHF	SWISS FRANC	168.4432	168.5280
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.3040	95.3499
1	DKK	DANISH KRONE	20.4166	20.4209
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.2293	14.2334
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6710	13.6771
1	AED	UAE DIRHAM	35.4504	35.4689
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6855	34.7025
1	KWD	KUWAITI DINAR	425.8450	426.0334
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.7058	45.1551
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2179	14.2196
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.5614	20.6669
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2728	3.2830
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.0380	179.0380

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street résiste au choc de la guerre en Iran

La Bourse de New York a résisté lundi au choc provoqué par le déclenchement au cours du week-end par les Etats-Unis et Israël d'une guerre contre la république islamique d'Iran, qui fait craindre un embrasement régional et provoque une flambée des cours du pétrole susceptible de peser sur l'économie mondiale. L'indice Dow Jones a cédé 0,15%, ou 73,14 points, à 48.904,78 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 2,74 points, soit 0,04% à 6.881,62 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 80,65 points, soit 0,36% à 22.748,857 points. Après une ouverture en baisse, les investisseurs semblent avoir profité d'achats à bon compte en pariant sur un conflit limité dans le temps et dans ses conséquences, malgré les perturbations provoquées sur le commerce mondial du pétrole avec la fermeture de fait du détroit d'Ormuz entre le Golfe et l'océan Indien. Ils se sont aussi tournés vers les valeurs à forte croissance peu susceptibles de subir les impacts de ce conflit, notamment dans les hautes technologies. Si les compagnies aériennes, comme United Airlines (-2,91%), ont souffert avec la paralysie au mois partielle des "hubs" moyen-orientaux et la hausse de plus de 6% des cours du brut, des géants de la "tech" comme Nvidia (+3%) ou encore Microsoft (+1,5%) ont en revanche brillé, d'autant que le secteur a été mis à mal en février.

CHINE

L'industrie plastique inquiète

L'Iran est le premier producteur, hors Chine, de méthanol, un liquide dont dépendent les grandes industries chimiques. Paradoxalement, c'est bien la Chine qui est la première impactée par les perturbations d'approvisionnement de ce dérivé du gaz.

Par R I/Agence

Le détroit d'Ormuz où circule 20 % de la consommation mondiale de pétrole est quasiment impraticable. Seulement 5 pétroliers l'auraient traversé dimanche selon S&P Energy Shipping. Tous les regards sont donc tournés vers l'or noir, dont les cours ont augmenté d'environ 7 % au cours de la journée. Seulement, pour certains produits dérivés du pétrole et du gaz, la situation est bien plus critique que pour le baril de brut. C'est notamment le cas du méthanol, un liquide méconnu et aussi volatile que son marché actuellement.

La dépendance chinoise

Selon l'ICIS, Independent Commodity Intelligence Services, l'Iran exporte plus de 700 000 tonnes par mois de méthanol à destination de l'Asie, et essentiellement de la Chine. Ces pays dépendraient de Téhéran pour 30 à 50 % de leurs besoins. C'est même 57 % pour les importations chinoises. « Depuis la levée des sanctions, un grand nombre d'unités de production de méthanol ont été construites en Iran, qui a ainsi gagné une place importante sur le marché mondial », indique à La Tribune Olivier Maronneaud, directeur exécutif en charge de la recherche sur les marchés chimiques chez S&P Global Energy.

Pour ce connaisseur du secteur, le méthanol est le produit le plus directement impacté à court terme par le conflit en cours, l'Iran étant « le principal producteur hors Chine » avec près d'un quart de la production mondiale.

La production iranienne en 2025 était d'environ 9,7 millions de tonnes. A elle seule, l'entreprise iranienne Zagros Petrochemical produirait 2 % de l'offre mondiale. Parmi les alternatives à Téhéran figurent d'autres pays du Golfe, comme l'Arabie Saoudite, le Qatar ou Bahreïn, tous impactés par le déni d'accès au détroit d'Ormuz.

« Il y a toujours des stocks, mais ces derniers vont vite s'amoindrir. Si la situation dure plus d'une semaine, cela risque d'être difficile pour les clients », indique Olivier Maronneaud, pour qui le risque est « la fermeture d'unités de production dans certaines usines ». Les stocks portuaires de Chine seraient d'environ 1,45 million de tonnes. Déjà, les prix du méthanol ont augmenté entre 8 et 10 %, soit dans des proportions similaires au pétrole. « C'est une réaction d'un marché qui cherche à comprendre la situation. »

Le méthanol s'est fait connaitre au cours des dernières années pour les espoirs qu'il suscite en matière de décarbonation du secteur maritime.

Utilisé comme carburant, il pourrait réduire de 95 % l'empreinte carbone d'un navire, selon ses promoteurs. Pour le moment, il est principalement utilisé comme précurseur chimique pour un grand nombre de produits, allant des solvants au bois composites, en passant par les colles et certains plastique utilisés pour les voitures. Dans l'ensemble, la construction et l'automobile sont les deux principaux secteurs qui utilisent ce liquide, considéré comme le « 3e plus grand marché de produits chimiques », selon S&P Global Energy.

Étant donné ses nombreux usages, cette matière première est aussi susceptible de subir de nombreuses transformations. « Il y a beaucoup d'intermédiaires avant le produit fini. Entre 2 et 4 échelons ». La première étape consiste généralement en la transformation de ce liquide en acide acétique ou en formaldéhyde.

En Chine, à la différence du reste du monde, le méthanol est utilisé comme précurseur aux matières plastiques, à travers un procédé dit « Methanol-to-Olefins » (MTO) qui permet de produire du propylène et de l'éthylène.

Environ 60 % des usines MTO chinoises sont situées sur la côte et dépendent du méthanol importé. Essentielles donc pour l'immense industrie plasturgique chinoise, ces exportations iraniennes vers la Chine « qui sont jusqu'à présent passées inaperçues aux yeux de Washington, pourraient faire l'objet d'un examen minutieux après que les États-Unis ont menacé d'imposer des sanctions secondaires aux acheteurs de pétrole iranien», indiquait Bloomberg en juin dernier.

D'autres dérivés du pétrole sensibles à la crise

Outre le méthanol, les industriels de la pétrochimie demeurent également attentifs à leurs approvisionnements en naphta, cette fraction liquide issue du raffinage du pétrole brut et utilisée comme matière première pour produire des plastiques et des oléfines.

À ce stade, toutefois, le naphta n'apparaît pas comme le point de tension le plus aigu. « L'impact est moins important à court terme que pour le méthanol, car le poids de l'Iran dans le marché mondial du naphta reste plus limité », souligne Olivier Maronneaud. Reste que, dans un contexte géopolitique aussi volatil au Moyen-Orient, la prudence demeure de mise : même si le risque immédiat semble contenu, la dépendance plus large de l'Asie aux flux énergétiques régionaux continue d'exposer la filière à d'éventuelles perturbations. Un suivi des flux commerciaux par Vortexa en septembre dernier indiquait qu'environ 60 % des importations asiatiques de naphta provenaient du Moyen-Orient.

La situation est similaire pour les gaz de pétrole liquéfiés (GPL), autre dérivé pétrolifère. S&P Global souligne qu'entre juillet et novembre 2025, la part du Moyen-Orient dans les importations de propane de la Chine a grimpé à 45,9 %. Enfin, outre les précurseurs, les produits plastiques sont également produit en partie au Moyen-Orient. La région pèse pour 15 % de la production mondiale de polymères. Dans une note publiée hier, Argus media tire la sonnette d'alarme pour les exportations depuis les Emirats arabes unis qui pèsent particulièrement.

ETATS-UNIS

Les coûts d'emprunt montent en flèche avec la guerre en Iran

Les taux d'emprunt des États augmentent fortement lundi sur le marché obligataire, la flambée des prix du pétrole et du gaz ravivant les perspectives d'inflation pour les grandes économies mondiales. Vers 16h50 GMT, le rendement à dix ans des bons du Trésor américain, l'échéance la plus scrutée, bondissait à 4,05% contre 3,94% à la clôture vendredi. Les échéances à long terme (30 ans) ou court terme (2 ans) connaissent elles aussi d'importantes variations. Ces taux guident les coûts d'emprunt pour les ménages, en particulier pour les achats immobiliers.

«La crainte qu'un fort rebond des prix de l'énergie ne provoque une nouvelle vague d'inflation mondiale constitue le principal risque macroéconomique lié au conflit» au Moyen-Orient, relève Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB. Lorsque les prix augmentent nettement, les investisseurs exigent des rendements plus élevés pour les obligations afin de compenser l'érosion de la valeur réelle de leur investissement.

L'Europe aussi est emportée par un bond de ses taux. Le rendement de l'emprunt allemand à échéance 10 ans, considéré comme la référence européenne, évoluait à 2,71% vers 16h50 GMT contre 2,64% vendredi à la clôture. Son équivalent français s'établissait à 3,29% contre 3,22% vendredi, et l'italien à 3,36% contre 3,27%. Le rendement britannique à 10 ans évoluait s'envolait quant à lui à 4,37% contre 4,23% vendredi à la clôture.

La région dépend largement du gaz naturel pour son mix énergétique «et 80 à 90% de l'approvisionnement du continent est importé», note Kathleen Brooks. «Le coût du gaz naturel a surpris les marchés aujourd'hui et a fait remonter les craintes inflationnistes sur le devant de la scène», souligne Charlotte de Montpellier, cheffe économiste chez ING, interrogée par l'AFP. Le cours du gaz européen a bondi lundi, de près de 35% vers 16h50 GMT, restant toutefois loin des niveaux atteints au début de la guerre en Ukraine.

Un statut de valeur refuge questionné

Pour Vincent Stamer, de Commerzbank, si les cours actuels des hydrocarbures «reflètent les prix réels futurs», alors l'inflation dans la zone euro pourrait grimper à 2,4% au deuxième trimestre. «Si le conflit continue de s'intensifier», la flambée des cours pourrait encore accélérer la hausse des prix, d'environ 3% pour le reste de l'année selon lui. Ces inquiétudes ont pour conséquence que «la demande de valeurs refuges n'a pas atteint le marché des bons du Trésor», souligne Patrick O'Hare, de Briefing.com.

Généralement, les obligations d'État des grandes économies mondiales sont recherchées lorsqu'il y a de fortes incertitudes sur les marchés, car elles sont considérées comme des placements sûrs. Leur rendement dégringole alors. Mais lundi, d'autres actifs remplissent pour le moment la fonction de valeur refuge, à l'instar du dollar et de l'or, qui sont en forte hausse.

Les futures évolutions sur le marché obligataire devraient dépendre des mouvements des banques centrales, et des déclarations de leurs responsables selon les experts. Dans le cadre de leur lutte contre l'inflation, ces institutions monétaires relèvent généralement leurs taux, ce qui a pour effet de faire grimper les rendements obligataires.

Agence

1,2 MILLION D'INTERVENTIONS POUR IMPAYÉS EN 2025

La précarité énergétique reste élevée en France

Le nombre de limitations de puissance ou de coupures d'électricité décidées en raison de factures impayées a baissé en 2025 (-3,7%) mais il y a en néanmoins eu plus de 1,2 million, a annoncé mardi le médiateur national de l'énergie. «En 2025, 1,2 million d'interventions pour impayés ont été mises en œuvre à la demande des fournisseurs de gaz et d'électricité» en raison de factures non honorées, fait savoir le médiateur dans un communiqué.

Cette autorité publique indépendante, qui a pour mission d'informer les consommateurs et de proposer des solutions amiables aux litiges avec les entreprises du secteur, entend par «interventions» des limitations de puissance en électricité, des coupures d'électricité ou d'approvisionnement en gaz. Elles ont augmenté de 79% par rapport à 2019, dernière année avant le Covid-19. Après la pandémie, la reprise de l'activité économique, puis le déclenchement de la guerre en Ukraine, avaient entraîné un bond des coûts énergétiques dans le monde,et dans une moindre mesure en France, grâce au mécanisme de «bouclier tarifaire».

Pour recouvrer des impayés, la mesure privilégiée est la réduction de puissance, plus «simple à mettre en œuvre car téléopérée» à distance, et «plus supportable pour les foyers» que la stricte coupure de courant. Les réductions de puissance ont été multipliées par 3,5 depuis 2019 tandis que les coupures d'électricité ont elles baissé de 48,7%. Le nombre de coupures a baissé également entre 2024 et 2025, de 30%. Le médiateur Bernard Doroszczuk se réjouit du fait que «les fournisseurs d'électricité ont été plus enclins à satisfaire» sa demande et celle de «nombreuses associations» de «ne plus couper l'électricité chez leurs clients».

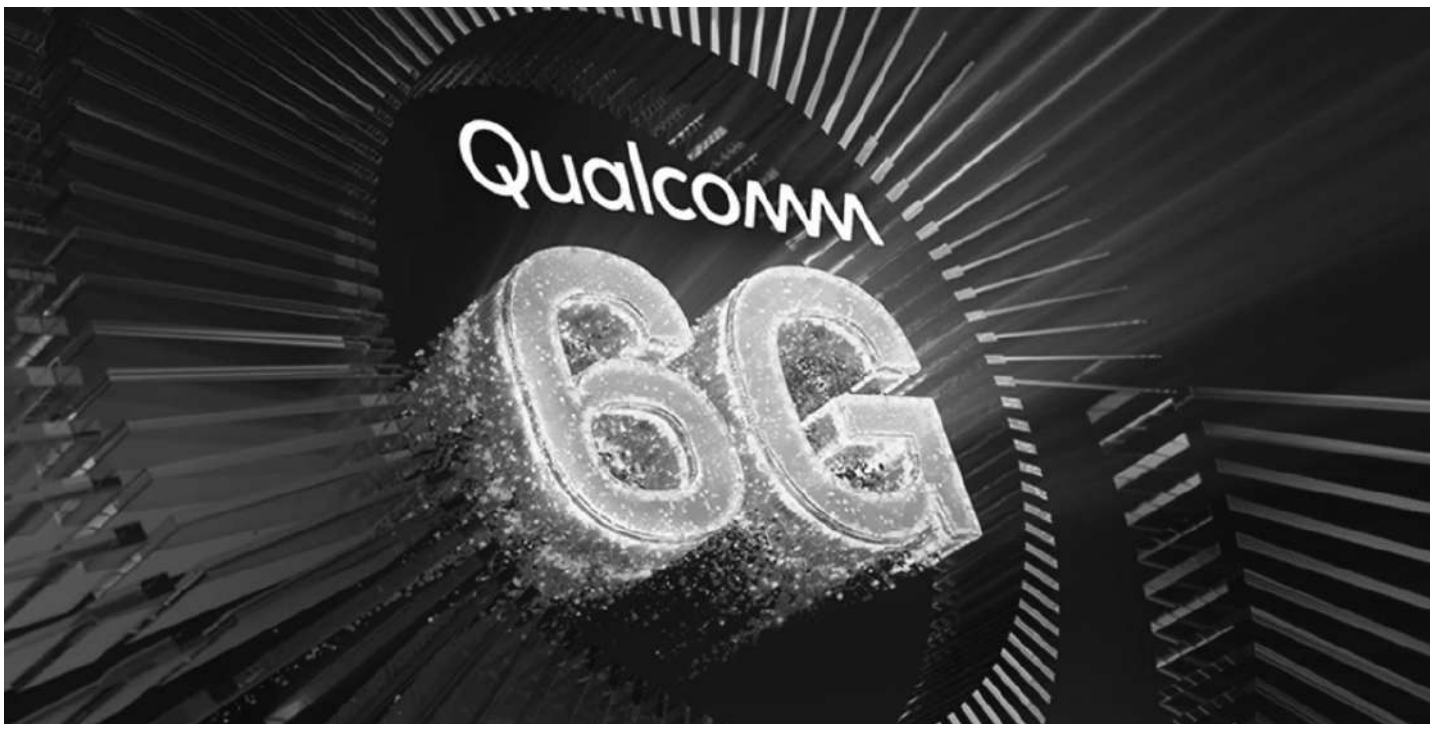
Face à «l'augmentation continue de la précarité énergétique, il réitère son appel à interdire les coupures d'électricité», et préconise que «le chèque énergie soit attribué à l'ensemble des ménages à partir d'un seul critère, à savoir le revenu fiscal de référence, rapporté au nombre d'unités de consommation, inférieur à un seuil déterminé».

En octobre dernier, le médiateur avait publié un baromètre selon lequel plus du tiers des foyers français (36%) déclarent avoir peiné à payer certaines factures de gaz ou d'électricité ces douze derniers mois, un taux inédit, sur fond de hausse des prix de l'énergie. Ces difficultés de paiement concernaient 28% des foyers en 2024 et 18% des foyers en 2020.

Agence

Ce que Qualcomm a présenté à Barcelone donne un vrai aperçu de ce que sera la 6G

Qualcomm profite du MWC de Barcelone pour enquiller les grosses annonces autour de la 6G, de l'IA et d'un nouveau modem 5G Advanced. La prochaine révolution des réseaux mobiles prend forme.



On le sait depuis un moment, la 6G ne sera pas qu'une évolution du réseau, mais une transformation en profondeur de l'architecture même de nos communications. À Barcelone ce 2 mars 2026, Qualcomm a choisi de passer des discours aux actes, avec trois annonces majeures en une seule journée. Un nouveau modem taillé pour l'ère post-5G, un service de gestion de réseau dopé à l'IA agentique, et une coalition mondiale inédite pour accélérer la commercialisation de la 6G dès 2029.

Le X105, le modem signé Qualcomm qui pose les rails vers la 6G

Commençons par le hardware. En Catalogne, Qualcomm a dévoilé le X105 5G Modem-RF, présenté comme le premier modem au monde compatible avec la norme 3GPP Release 19. Autrement dit, il serait le premier à poser concrètement les bases techniques nécessaires au développement et aux tests de la 6G. C'est dans ces spécifications que se joue la transition entre la 5G avancée et la génération suivante.
Si l'on s'attarde aux chiffres un instant, le X105 atteint jusqu'à 14,8 Gbit/s en téléchargement et 4,2 Gbit/s en envoi de données, soit des vitesses que la plupart des connexions fibre fixes peinent encore à atteindre. Sous le capot, son émetteur-récepteur (transceiver, en anglais) RF, le composant qui gère les échanges radio, est gravé en 6 nm, une finesse de fabrication quasi unique dans l'industrie qui lui permet de consommer 30% d'énergie en moins et de tenir dans un espace 15% plus réduit que son prédécesseur.
Ce qui retient vraiment l'attention, c'est la puce IA de cinquième génération intégrée directement dans le modem. Concrètement, elle observe en permanence ce que vous faites avec votre téléphone (jouer, streamer, scroller) et adapte automatiquement la connexion en conséquence pour une expérience toujours optimale. Le X105 intègre également la connectivité satellite, qui permet de passer des appels vidéo et streaming même sans réseau terrestre, ainsi qu'un système de géolocalisation quad-bande pour une précision de positionnement améliorée. Les premiers smartphones équipés sont d'ailleurs attendus dans la seconde moitié de 2026.

L'IA agentique entre dans les réseaux mobiles sans attendre la 6G

En parallèle du X105, Qualcomm a lancé son service de gestion de réseau agentique, intégré à sa plateforme Dragonwing RAN Automation, déjà utilisée par les plus grands opérateurs télécom mondiaux.
L'idée est simple : pourquoi attendre la 6G pour rendre les réseaux mobiles plus intelligents ? Grâce à ce service, les opérateurs peuvent dès aujourd'hui automatiser la gestion de leur infrastructure réseau grâce à l'IA.
Concrètement, ce service fonctionne comme une équipe de managers virtuels, chacun spécialisé dans un aspect du réseau. Ils surveillent, détectent les problèmes, décident des actions à mener et les exécutent, le tout sans intervention humaine. Pour prendre leurs décisions, ils s'appuient sur des outils sophistiqués comme un jumeau numérique du réseau réel pour simuler des scénarios avant d'agir, des analyses de données avancées, ou encore une bibliothèque d'applications dédiées.
On obtient au final un réseau qui se gère et se corrige presque tout seul, quel que soit l'équipement en place.
Trois nouvelles fonctionnalités IA viennent s'ajouter aux réseaux existants, sans remplacer le moindre équipement pour autant. La première améliore la stabilité et la couverture du signal. La deuxième permet aux antennes d'anticiper les déplacements des utilisateurs pour orienter le faisceau radio avec plus de précision. Et la troisième accélère l'installation de nouvelles antennes en usine grâce à l'IA, pour réduire les coûts et les délais. Durga Malladi, vice-président exécutif de Qualcomm Technologies, se félicite de « poser les bases des réseaux entièrement autonomes et natifs à l'IA sur la voie de la 6G. »

Une sacrée coalition autour de Qualcomm, et un calendrier qui se précise

C'est sans doute l'annonce la plus symbolique. Qualcomm a officialisé lundi la création d'une coalition regroupant une soixantaine d'acteurs majeurs de l'industrie tech mondiale, tous engagés sur un objectif commun, à savoir commercialiser la 6G à partir de 2029. Amazon, Google, Microsoft, Meta, Samsung, T-Mobile, Nokia, Stellantis… La liste est longue et montre que la 6G est désormais un projet collectif, porté par toute l'industrie.
Contrairement à la 5G, qui a été améliorée progressivement pour intégrer l'IA, la 6G, qui va avaler de la fréquence, est conçue avec l'intelligence artificielle au cœur de son architecture dès le départ. Elle reposera sur une connectivité ultra-performante, la capacité à détecter et analyser l'environnement à grande échelle, et une puissance de calcul sans précédent. De quoi ouvrir la porte à des usages encore impossibles aujourd'hui, comme la gestion automatisée du trafic de drones ou des appareils capables de prendre des décisions de façon autonome.
Le calendrier se précise en tout cas, puisque des premiers appareils 6G de démonstration arriveront dès 2028, avant un déploiement commercial mondial à partir de 2029. Cristiano Amon, le PDG de Qualcomm, considère la 6G comme « la prochaine étape de l'évolution sans fil. C'est le socle d'un avenir natif à l'IA, qui distribue l'intelligence entre les appareils, la périphérie et le cloud, et transforme les opérateurs réseau en entreprises pilotées par l'IA. » La 6G a désormais une date. Et une ambition à la hauteur.

La crise de la RAM pourrait mettre fin aux ordinateurs entrée de gamme

Les effets de la pénurie de RAM ne cessent de se faire sentir. Et pourtant, ça ne serait encore qu'un début !
Y a-t-il sujet plus brûlant actuellement dans le monde de la tech que celui de la pénurie de RAM ? Clairement, l'absorption de ces composants par le secteur de l'intelligence artificielle a créé un tel déficit dans l'offre que les prix grimpent à des niveaux jamais vus. De quoi permettre à certains acteurs comme Samsung de réussir des jolies coups. Mais pour le marché en général, ce n'est pas vraiment une bonne nouvelle.

Vers la fin des PC à moins de 500 dollars ?

Ce ne sont pas de bonnes nouvelles que nous apporte ce nouveau rapport, publié par le spécialiste américain du conseil dans les techniques avancées, Gartner. En effet, d'après ce dernier, le marché mondial des ordinateurs devrait connaître en 2026 une contraction de 10,4%.
Un recul qui serait donc encore plus net que ce qui est attendu pour le secteur des smartphones, et qui représente une tendance lourde. L'analyste senior au sein de la même entreprise, Ranjit Atwal, a ainsi affirmé que « le segment des PC d'entrée de gamme à moins de 500 dollars disparaîtra d'ici 2028. »

La faute, évidemment, à la pénurie de RAM

Pourquoi donc ? Il n'y a pas vraiment de suspense ici. C'est bien évidemment à cause de la pénurie de RAM rencontrée par le marché depuis près d'un an, et qui a fait monter en flèche le coût de ces composants.
Alors que, traditionnellement, les constructeurs de ces PC entrée de gamme essayaient d'absorber les coûts, afin de maintenir un prix assez bas - argument majeur de vente pour ce type de produit -, cette fois, la hausse serait trop importante. Résultat, c'est le consommateur qui va devoir encaisser la note.
Gartner indique qu'un autre effet de cette inflation devrait être tenir au fait que les consommateurs chercheront à garder le plus longtemps possible la machine qu'ils ont à la maison, avant de finalement sacrifier à l'achat d'un successeur. La firme s'attend ainsi à ce que la durée de vie moyenne des ordinateurs croisse de 20% d'ici à la fin de l'année.

UNE BOURDE QUI DÉVOILE PLUSIEURS MODÈLES

Quand BMW publie sans le vouloir ses prochaines sorties

BMW USA a dévoilé officiellement l'arrivée d'un kit piste pour sa M2. Cette nouveauté pourra ravir une niche d'amateurs utilisant la sportive bavaroise de façon intensive, mais laissera beaucoup de monde indifférent. Bien plus croustillante, la liste des modèles qui vont être commercialisés au cours de l'année 2026 a été postée sur le site américain du constructeur. Une nouvelle inattendue, car publiée par erreur avant d'être retirée. Entre l'arrivée de la nouvelle Série 3, de l'iX4, du prochain X5 et d'une inédite M2 xDrive, cette fuite s'annonce prometteuse.

Une petite annonce officielle et une immense officieuse. Alors que BMW vient officiellement de présenter un pack piste pour la M2, la marque a publié par erreur les noms des modèles qui doivent être commercialisés en 2026 sur son site américain, avant de les retirer. Trop tard : la liste a fuité et laisse présager des sorties des plus intéressantes. Nouvelle Série 3, SUV renouvelés et apparition des quatre roues motrices sur la M2 sont au programme.

De petites nouveautés officielles pour la BMW M2

Avant l'arrivée de cette transmission intégrale, la plus musclée des Série 2 Coupé va donc commencer par s'offrir une grosse louche de sportivité dès le mois de juillet. Son Track Kit, pour reprendre l'appellation du constructeur, ajoute une lame avant en carbone réglable manuellement et des jantes spécifiques. Derrière celles-ci se cachent des amortisseurs spécifiques, pouvant eux aussi être réglés manuellement selon quatre paramètres. La hauteur de caisse peut varier de 20 mm. Une sangle de remorquage pour sortir rapidement d'un bac à gravier en cas de conduite trop impétueuse sur circuit est aussi de la partie. Le clou du spectacle est sans aucun doute l'aileron géant trônant sur la malle arrière. Haut, large et fait de carbone, ce béquet XXL se veut efficace, à défaut d'être discret ou élégant. Comprenant un troisième feu stop, il est réglable d'avant en arrière ainsi qu'en inclinaison. Le prix de ces équipements est lui aussi exclusif : 23 500 € hors montage en Allemagne. Un prix similaire est attendu en France, selon le service communication de la marque. De quoi rendre presque accessible, en comparaison, la ligne d'échappement en titane et en carbone M Performance pour la M2 CS, facturée 8 343,50 € outre-Rhin.

Une flopée de nouveautés en 2026 dévoilée par erreur

Le Track Kit de la BMW M2 devrait intéresser une clientèle assez restreinte, mais pas l'arrivée de modèles importants dans la gamme. Le premier à avoir "fuité" sur le site américain de BMW est aussi une variante de M2 : la version xDrive. Alors que la rumeur court depuis plusieurs mois déjà, elle devrait être lancée cette année, exclusivement accouplée à la boîte automatique à huit rapports. Il faut dire que les boîtes mécaniques sont en voie de disparition sur les BMW M. Ce n'est pas confirmé, mais cette déclinaison pourrait être plus puissante que la M2 standard et ses 480 ch.

Alors que la prochaine génération de Série 3 Neue Klasse est attendue et prévoit l'arrivée de versions 100 % électriques dans la gamme, l'appellation M350 xDrive est apparue sur le site. Elle remplacera l'actuelle M340i xDrive dans la gamme, modèle de pointe de la gamme standard avant la M3. Une future iM3 100% électrique est aussi attendue.

Un programme toujours riche en SUV

De nombreuses nouveautés sont par ailleurs attendues du côté des SUV. Si le constructeur munichois a déjà commercialisé son nouveau iX3, premier modèle de la nouvelle gamme Neue Klasse, son offre, pour le moment uniquement constituée du 50 xDrive de 469 ch, devrait être complétée par des versions plus accessibles : les 30 et 40.

La première devrait introduire la propulsion, tandis que la seconde devrait rester intégrale.

Comme pour la précédente génération, ce nouveau iX3 va être complété par son frère au toit fuyant, désormais baptisé iX4 avec son passage à l'électrique. D'après la bourde du site américain, celui-ci devrait reprendre les mêmes motorisations que le iX3. Enfin, à l'été 2026, le X5 devrait être remplacé. Des motorisations hybrides et full électriques seront disponibles. Les noms de X5 40, X5 50e hybride et iX5 60 ont été divulgués. Ce grand SUV aura même droit à de l'hydrogène, auquel le constructeur bavarois continue à croire envers et contre tous, mais seulement dans un deuxième temps.

Volkswagen voudrait vendre sa division moteurs diesel et Porsche pourrait faire partie des acheteurs

Alors que Volkswagen coupe dans ses coûts, suspend des projets électriques et cherche à restaurer ses marges, le groupe pourrait céder sa division de moteurs diesel industriels Everllence pour environ 8 milliards d'euros, dette comprise. Le groupe allemand pourrait ainsi se recentrer davantage sur son cœur de métier, afin de mieux traverser une période très compliquée.

Mais son principal actionnaire, Porsche SE, ferait partie des candidats prêts à investir dans cette activité. Selon plusieurs sources, Volkswagen serait sur le point de se séparer de sa division diesel. Mais attention, ne nous méprenons pas. Il ne s'agit ici ni des TDI, ni des derniers utilitaires thermiques du groupe allemand. On parle d'Everllence, ex-Man Energy Solutions, qui fabrique bel et bien des moteurs diesel… mais marins, ainsi que des turbines et des solutions énergétiques lourdes. Selon Reuters, Volkswagen a reçu des offres valorisant l'activité autour de 8 milliards d'euros, soit près de 9,4 milliards de dollars, un niveau bien supérieur aux estimations initiales. Parmi les candidats figurent des fonds comme Blackstone, CVC Capital Partners ou Brookfield, mais aussi le motoriste japonais Yanmar. Plus surprenant, Porsche SE, principal actionnaire de Volkswagen, envisagerait également d'investir. L'opération pourrait rapporter entre 5 et 6 milliards d'euros nets selon certaines estimations, dans un contexte où le groupe travaille avec les banques Goldman Sachs et JPMorgan sur les options stratégiques.

Une cession cohérente avec le contexte actuel

Pris isolément, vendre une activité diesel pourrait sembler contradictoire au moment où Volkswagen, le constructeur automobile, maintient des gammes thermiques pour préserver ses marges. Mais aussi solide soit-elle, l'activité industrielle d'Everllence n'en reste pas moins périphérique par rapport aux enjeux automobiles actuels du groupe. Depuis fin 2025, ça ne va pas fort du côté de Wolfsburg. Volkswagen a suspendu plusieurs projets électriques majeurs, annoncé 35 000 suppressions de postes d'ici à 2030 et planche sur une réduction de 20 % de ses coûts d'ici à 2028. Le modèle industriel historique, basé sur les volumes et la rentabilité sur certains marchés comme la Chine, est sous pression. Dans ce contexte, céder une activité industrielle rentable mais secondaire permettrait de donner un peu d'air. Cela pourrait renforcer la trésorerie, réduire l'endettement ou encore concentrer les ressources sur l'automobile, le logiciel et les batteries. Autrement dit, le diesel maritime pourrait financer l'électrique automobile.

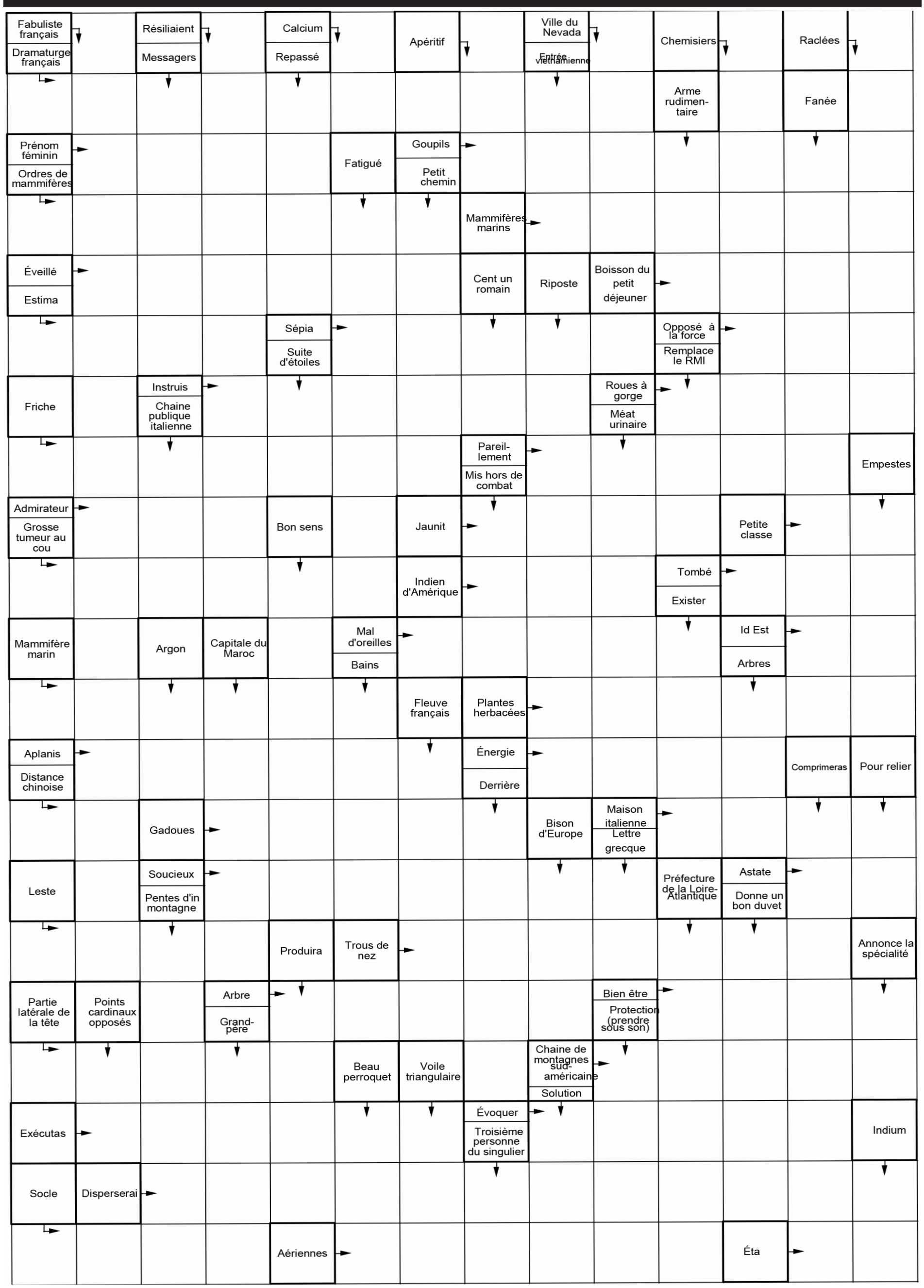
Le paradoxe du diesel

Alors que le diesel automobile a été politiquement fragilisé en Europe, cette possible vente montre aussi que les fonds d'investissement semblent prêts à se disputer des moteurs industriels lourds. Pourquoi ? Parce que ces activités offrent des flux de trésorerie stables, peu exposés aux ruptures technologiques rapides et encore essentielles au commerce mondial.

De plus en plus marginal dans les voitures neuves, le gazole demeure ainsi un actif stratégique dans l'industrie lourde. Si cette transaction se concrétise, elle illustrera moins un abandon du diesel qu'un recentrage pour Volkswagen qui ne tourne pas la page de la combustion. Mais le groupe est aujourd'hui confronté à l'une des plus grosses crises de son histoire et il ne peut plus forcément se permettre de se disperser autant que par le passé.

page 15 jeux.qxp_Mise en page 1 02/03/2026 23:37 Page 1

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 4 mars 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

37 morts et 1760 blessés en une semaine

Trente-sept (37) personnes ont trouvé la mort et 1760 autres ont été blessées dans 1263 accidents de la circulation survenus durant la période du 22 au 28 février, à travers le territoire national, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Adrar avec 5 morts et 8 blessés dans 8 accidents, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 577 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (79), Blida (39) et Biskra (28).

ORAN

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue

Les services de la Gendarmerie nationale à Oran ont procédé, dans des opérations distinctes, au démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue et à la saisie de plus de 7.000 comprimés psychotropes et de 6 kg de kif traité, a indiqué mardi un communiqué de ces services.
Ces opérations ont été menées sur la base d'informations confirmées signalant un groupe d'individus qui s'adonnaient au trafic de ces substances psychotropes dans des quartiers de la commune d'Es-Senia, précise le communiqué.
Après l'intensification des investigations, un plan bien ficelé a été mis en place, ayant permis "l'arrestation de trois (3) individus et la saisie de 7.100 comprimés psychotropes, de 6 kg de kif traité, d'une somme de 216 millions de centimes, d'armes blanches, d'un véhicule de tourisme et de téléphones mobiles", ajoute la même source.
Au terme des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes pour "détention de drogue et de comprimés psychotropes en vue de la vente et acquisition de drogue en vue de la vente en bande criminelle organisée", conclut le communiqué.

APN

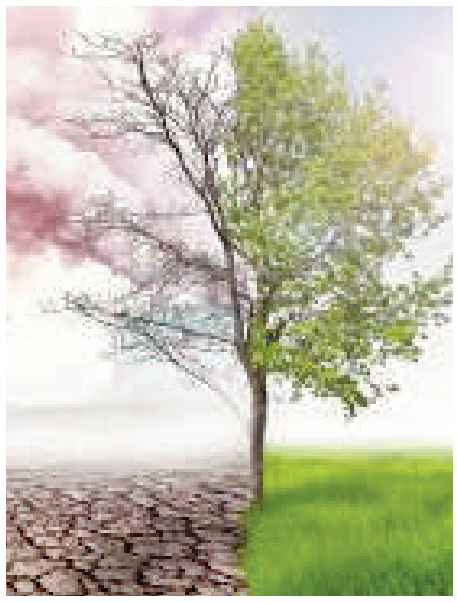
Examen des amendements proposés au projet de loi organique relatif aux partis politiques

La Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a examiné, mardi, les amendements proposés au projet de loi organique relatif aux partis politiques, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. La Commission a tenu, sous la présidence de M. Abdelkader Toumi, une réunion consacrée à l'examen de 13 amendements proposés au projet de loi organique relatif aux partis politiques, précise le communiqué.
Les travaux se sont déroulés en présence des délégués des auteurs des amendements et de représentants du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et du ministère des Relations avec le Parlement.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Lancement de deux ateliers de formation à Blida et Médéa

Deux ateliers de formation sur l'adaptation au changement climatique, destinés aux acteurs locaux, ont été lancés, mardi, dans les wilayas de Médéa et Blida.
Cette session, qui s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme de formation couvrant 28 wilayas à travers le territoire national, a été lancée par le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, en coordination avec le Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE), et avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).
Cet événement, qui dure trois jours, vise à "fournir aux acteurs locaux des outils pratiques pour intégrer les dimensions de l'adaptation au changement climatique dans les plans du développement, afin de renforcer la capacité des communautés locales à faire face aux défis climatiques", a indiqué Hayat Achour, directrice du CNFE, qui a présidé l'ouverture de l'atelier dans la wilaya de Blida.
De son côté, la directrice de l'environnement de Médéa, Samira Maameri, a souligné que l'objectif de cette formation est d'accroître le niveau de compétence et de conscience des cadres des secteurs concernés quant à l'impact du changement climatique.



Il est également question de renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de prévention des risques et de contribuer à l'élaboration de plans d'action prenant en compte les différents aspects susceptibles d'aider à s'adapter au changement climatique, a ajouté Mme Maameri.
Pour Sonia Akrour, experte en environnement et en développement durable au sein du CNFE, "une meilleure compréhension et perception du changement climatique survenu au cours des dernières décennies est indispensable à la mise en oeuvre de politiques de prévention et de préservation de l'environnement. C'est aussi l'un des moyens permettant de s'adapter à ces changements et d'adapter nos actions de développement sur le terrain".
Les encadreurs du CNFE ont mis l'accent, depuis Médéa, sur l'implication des différents secteurs (industrie, agriculture, forêt, environnement), estimant que l'adaptation au changement climatique est l'affaire de tous et requiert un travail complémentaire pour pallier les insuffisances qui peuvent exister dans un domaine ou un autre.
L'atelier de Blida réunit 40 cadres issus de différentes directions et acteurs locaux, tandis que celui de Médéa enregistre la participation d'une vingtaine de cadres issus des secteurs de l'environnement, de la santé, de la conservation des forêts, de la Protection civile, des collectivités locales, du groupe Saidal et d'associations environnementales. Les deux ateliers seront sanctionnés par la remise d'un certificat aux participants.

APS

DÉDIÉE AUX JEÛNEURS DE PASSAGE

Ooredoo et la Fondation « Ness El Khir » reconduisent leur opération dedistribution de repas chauds

Fidèle à son engagement citoyen et aux valeurs de partage et de solidarité qui caractérisent le mois sacré de Ramadhan, Ooredoo Algérie a reconduit pour la 3ème année consécutive eten partenariat avec la Fondation « Ness El Khir », son opération de distribution de repas chauds à emporter aux jeûneurs de passage, et ce, à travers un « Food Truck » installé à Ben Aknoun, Alger.
Destinée aux jeûneurs de passage ainsi qu'aux personnes dans le besoin, cette initiative prévoit la distribution quotidienne de repas chauds soigneusement préparés au sein d'un laboratoire répondant aux normes les plus strictes en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire, garantissant ainsi la qualité, la fraîcheur et l'équilibre nutritionnel.
Habillé aux couleurs de Ooredoo et de la Fondation « Ness El Khir », le « Food Truck », assure depuis le premier jour du Ramadhan à proximité des arrêts de bus près de la faculté d'Alger 3, la distribution d'environ 300 repas par jour. Ce dispositif permet d'apporter un soutien concret et immédiat aux bénéficiaires, dans un esprit de proximité et d'entraide.
À travers cette opération, ainsi que les différentes initiatives déployées durant le mois sacré, notamment deux caravanes de solidarité dédiées à la distribution de colis alimentaires, l'opération « Iftar Box » réalisée en partenariat avec l'association « Winnelka », ainsi que l'action « Kasser-Syamek » au profit des services d'urgences de certains hôpitaux de la capitale, Ooredoo confirme son engagement constant en faveur des personnes démunies et réaffirme sa volonté de promouvoir une solidarité durable et inclusive.

AGRESSIONS SIONISTES SUR LE LIBAN

Plus de 31.000 personnes déplacées

Plus de 31.000 personnes ont été déplacées au Liban, fuyant les frappes aériennes intensives menées par l'armée sioniste, ont indiqué les Nations unies mardi.
"En date de lundi, plus de 31.000 personnes étaient accueillies et enregistrées dans des centres d'hébergement collectif", a déclaré un porte-parole de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Babar Baloch, lors d'un point de presse à Genève.
"Beaucoup d'autres ont dormi dans leur voiture, au bord des routes", a-t-il précisé, lors du point de presse. Selon ce responsable onusien, "d'importants déplacements de population sont signalés dans certaines parties du sud du Liban, dans la Bekaa (vallée dans l'est du Liban, ndlr) et dans la banlieue sud de Beyrouth" après que l'entité sioniste a lancé des avertissements d'évacuation aux habitants de 53 villages libanais et mené des frappes aériennes intensives dans ces trois régions.
S'exprimant depuis Le Caire, Samer Abdel Jaber, directeur régional du Programme alimentaire mondial (PAM), a indiqué aux journalistes que le nombre de déplacés allait "augmenter considérablement".
L'entité sioniste mène depuis lundi une campagne massive de bombardements au Liban dans le contexte de l'escalade militaire au Golfe. "Le Liban est le premier pays où nous avons commencé à intervenir face aux déplacements de population. Lundi, le gouvernement a activé l'ouverture des abris, ce qui nous a conduits à distribuer des repas chauds et des plats préparés dans ces abris, afin de soutenir les personnes déplacées", a expliqué Samer Abdel Jaber.
Et "nous travaillons avec le gouvernement pour mettre en place un filet de sécurité d'aide financière d'urgence pouvant atteindre jusqu'à 100.000 personnes si la situation venait à se détériorer davantage", a-t-il ajouté.
A ce stade, le PAM estime qu'il lui faudrait au moins 200 millions de dollars "pour soutenir une intervention d'urgence initiale de trois mois si la crise venait à s'aggraver davantage au Moyen-Orient".

APS